



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية ، قوانين ، مراسيم  
قرارات وآراء ، مقررات ، منشور ، إعلانات وبلاعات

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS  
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER  (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW. JORADP. DZ Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE Tél : 021.54.35..06 à 09 021.65.64.63 Fax : 021.54.35.12 C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR: 060.300.0007 68/KG ETRANGER: (Compte devises) BADR: 060.320.0600 12
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1070,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction.....	2140,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prrière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

**SOMMAIRE****DECRETS**

Décret exécutif n° 08-263 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2008.....	4
Décret exécutif n° 08-264 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques.....	4
Décret exécutif n° 08-265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat.....	5
Décret exécutif n° 08-266 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 modifiant et complétant le décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce.....	7

**DECISIONS INDIVIDUELLES**

Décret présidentiel du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 mettant fin aux fonctions du chef d'état-major de la sixième région militaire.....	12
Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de directeurs de l'hydraulique de wilayas.....	12
Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs à l'ex-ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	12
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'ex-ministère du tourisme.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur de l'éducation à la wilaya de Jijel.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'une sous-directrice à l'ex-ministère de la communication et de la culture.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur du centre national des manuscrits.....	13
Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de doyens de faculté aux universités.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Médéa.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'une inspectrice au ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs des domaines de wilayas....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs de la conservation foncière de wilayas.....	13
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur du guichet unique décentralisé de l'agence nationale de développement de l'investissement à la wilaya de Béjaïa.....	14
Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs des mines et de l'industrie de wilayas.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs de l'hydraulique de wilayas.....	14

**SOMMAIRE (suite)**

Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination d'un sous-directeur au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de la directrice de l'évaluation des études environnementales à la direction générale de l'environnement et du développement durable au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de la directrice du développement et de la promotion des arts au ministère de la culture.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur de la culture à la wilaya de Sétif.....	14
Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Bordj Bou-Arredj.....	14

**ARRETES, DECISIONS INDIVIDUELLES**

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Arrêté du 14 Joumada Ethania 1429 correspondant au 18 juin 2008 fixant le cahier des charges en vue de délivrer l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure.....	15
--	----

# D E C R E T S

**Décret exécutif n° 08-263 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2008.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

**Décrète :**

Article 1er. — Il est annulé, sur l'exercice 2008, un crédit de paiement de sept milliards six cent cinquante millions de dinars (7.650.000.000 DA) et une autorisation de programme de quatre milliards cent millions de dinars (4.100.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par la l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008) conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert, sur l'exercice 2008, un crédit de paiement de sept milliards six cent cinquante millions de dinars (7.650.000.000 DA) et une autorisation de programme de quatre milliards cent millions de dinars (4.100.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par la l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008) conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008.

Ahmed OUYAHIA.

## ANNEXE

**Tableau « A » — Concours définitifs**

(En milliers de DA)

SECTEURS	MONTANTS ANNULES	
	C.P.	A.P.
Programme complémentaire au profit des wilayas	7.650.000	4.100.000
<b>TOTAL</b>	<b>7.650.000</b>	<b>4.100.000</b>

**Tableau « B » — Concours définitifs**

(En milliers de DA)

SECTEURS	MONTANTS OUVERTS	
	C.P.	A.P.
Agriculture-hydraulique	250.000	500.000
Infrastructures économiques et administratives	650.000	1.300.000
Infrastructures socio-culturelles	650.000	1.300.000
Soutien à l'accès à l'habitat	500.000	1.000.000
Soutien à l'activité économique	5.600.000	—
<b>TOTAL</b>	<b>7.650.000</b>	<b>4.100.000</b>

**Décret exécutif n° 08-264 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 07-12 du 21 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008 ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008 ;

Vu le décret exécutif n° 08-41 du 26 Moharram 1429 correspondant au 3 février 2008 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2008, au ministre de la pêche et des ressources halieutiques ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé, au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques : section 1 – section unique, sous-section 1 – services centraux, un chapitre n° 44-03 intitulé “Contribution au centre national de recherche et de développement de la pêche et de l’aquaculture (CNRDPA)”.

Art. 2. — Il est annulé sur 2008, un crédit de quarante-quatre millions sept cent cinquante-cinq mille huit cent trente-quatre dinars (44.755.834 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques, et au chapitre n° 36-82 “Subvention au centre national d’études et de documentation pour la pêche et l’aquaculture (CNDPA)”.

Art. 3. — Il est ouvert sur 2008, un crédit de quarante-quatre millions sept cent cinquante-cinq mille huit cent trente-quatre dinars (44.755.834 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques : section 1 – section unique, sous section 1 – services centraux, et au chapitre n° 44-03 “Contribution au centre national de recherche et de développement de la pêche et de l’aquaculture (CNRDPA)”.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de la pêche et des ressources halieutiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

**Décret exécutif n° 08-265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université ;

Vu le décret exécutif n° 04-371 du 8 Chaoual 1425 correspondant au 21 novembre 2004 portant création du diplôme de licence « nouveau régime » ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université ;

**Décète :**

Art. 1er. — En application des dispositions des articles 16 et 17 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, susvisée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, le présent décret a pour objet de fixer le régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat.

Chapitre I

**DU DIPLOME DE LICENCE**

Section 1

**Du régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence**

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, les études en vue de l'obtention du diplôme de licence se déclinent en domaines regroupant des filières réparties en spécialités et comprenant une voie à finalité académique et une voie à finalité professionnalisante.

Art. 3. — La formation en vue de l'obtention du diplôme de licence est organisée en semestres comprenant des unités d'enseignement capitalisables et transférables, évaluées par une note et mesurées en crédits et comprend :

- des unités d'enseignement fondamental,
- des unités d'enseignement de découverte,
- des unités d'enseignement de méthodologie,
- des unités d'enseignement transversal.

Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base du travail pédagogique global requis pour obtenir l'unité concernée.

Ces unités d'enseignement se distinguent en enseignements obligatoires et optionnels.

Art. 4. — Les études en vue de l'obtention du diplôme de licence sont couronnées par la rédaction d'un mémoire de fin d'études ou la présentation d'un rapport de stage, selon les objectifs de la formation.

Art. 5. — Les modalités d'inscription et de réinscription au diplôme de licence sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

#### Section 2

##### De la délivrance du diplôme de licence

Art. 6. — Le diplôme de licence est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux étudiants ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi et justifiant de l'acquisition de cent quatre-vingt (180) crédits, soit, en moyenne, trente (30) crédits par semestre.

Le diplôme délivré précise le domaine, la filière et la spécialité de la formation, il est accompagné d'un document descriptif annexé au diplôme décrivant les connaissances et les aptitudes acquises.

Le modèle-type du document descriptif annexé au diplôme de licence est défini par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

### CHAPITRE II

#### DU DIPLOME DE MASTER

##### Section 1

##### Du régime des études en master

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, les études en vue de l'obtention du diplôme de master se déclinent en domaines regroupant des filières réparties en spécialités.

Art. 8. — La formation de second cycle dispensée dans les établissements d'enseignement supérieur est organisée en semestres comprenant des unités d'enseignement capitalisables et transférables, évaluées par une note et mesurées en crédits et comprend :

- des unités d'enseignement fondamental,
- des unités d'enseignement de découverte,
- des unités d'enseignement de méthodologie,
- des unités d'enseignement transversal.

Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base du travail pédagogique global requis pour obtenir l'unité concernée.

Les unités d'enseignement se distinguent en enseignements obligatoires et optionnels.

Art. 9. — Les études en vue de l'obtention du diplôme de master sont couronnées par la rédaction d'un mémoire soutenu devant un jury.

Les modalités d'élaboration et de soutenance du mémoire du master sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 10. — L'accès au second cycle assuré par les établissements d'enseignement supérieur est organisé selon les conditions fixées par l'article 13 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifié et complété, susvisée.

Art. 11. — L'accès au second cycle, assuré par les écoles hors université, visées par les articles 38 et 40 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifié et complété, susvisée, est subordonné à la réussite à un concours sur titre et/ou sur épreuves ouvertes aux candidats ayant suivi avec succès, deux années de formation supérieure.

#### Section 2

##### De la délivrance du diplôme de master

Art. 12. — Le diplôme de master, sanctionnant la formation de second cycle assurée dans les établissements d'enseignement supérieur autres que les écoles extérieures à l'université, est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux étudiants, ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi, et justifiant de l'acquisition de cent vingt (120) crédits, soit une moyenne de trente (30) crédits par semestre.

Art. 13. — Le diplôme de master, sanctionnant la formation de second cycle assurée dans les écoles extérieures à l'université, est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux étudiants ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi, et justifiant de l'acquisition de cent quatre-vingt (180) crédits, soit une moyenne de trente (30) crédits par semestre.

Art. 14. — Le diplôme délivré précise le domaine, la filière et la spécialité de la formation, il est accompagné d'un document descriptif décrivant les connaissances et les aptitudes acquises. Le modèle-type du document descriptif annexé au diplôme de master est fixé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

### CHAPITRE III

#### DU DIPLOME DE DOCTORAT

##### Section 1

##### De l'organisation de la formation doctorale

Art. 15. — L'organisation du doctorat est assurée par l'équipe de formation responsable des masters de la même spécialité.

Le doctorat peut être aussi organisé en école doctorale.

Art. 16. — Durant la première année, il peut être organisé une formation approfondie dans la spécialité sous forme de séminaires, conférences, ateliers doctoraux, des travaux de laboratoire ou toutes autres formes de formation pour la recherche.

Les modalités de cette formation sont définies par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 17. — Le doctorant doit présenter, chaque année, l'état d'avancement de ses travaux devant l'équipe de formation du doctorat, en présence de son directeur de thèse.

Art. 18. — Les modalités d'inscription et de réinscription au doctorat sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

#### Section 2

#### De la délivrance du diplôme de doctorat

Art. 19. — Le diplôme de doctorat sanctionne la formation de troisième cycle.

Le diplôme de doctorat est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux doctorants ayant soutenu une thèse de doctorat, ou présenté devant un jury de spécialistes, les résultats des travaux scientifiques originaux, publiés dans des revues scientifiques de renommée établie.

Les modalités d'élaboration et de soutenance de la thèse de doctorat et de présentation des résultats des travaux scientifiques, sont fixées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

#### CHAPITRE IV

#### DISPOSITIONS FINALES

Art. 20. — Les dispositions du décret exécutif n° 04-371 du 8 Chaoual 1425 correspondant au 21 novembre 2004 portant création du diplôme de licence "nouveau régime" sont abrogées.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

**Décret exécutif n° 08-266 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 modifiant et complétant le décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 18 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce ;

#### Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002, susvisé, sont modifiées comme suit :

« Article 1er. — Sous l'autorité du ministre, l'administration centrale du ministère du commerce comprend :

— le **secrétaire général**, assisté de deux (2) directeurs d'études, auquel sont rattachés le bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement et celui du courrier ;

— le **chef de cabinet** assisté de huit (8) chargés d'études et de synthèse chargés :

\* de la préparation et de l'organisation de la participation du ministre aux activités gouvernementales ;

\* de la préparation et de l'organisation des activités du ministre dans le domaine des relations extérieures ;

\* de la liaison avec les institutions publiques ;

\* de l'établissement des bilans d'activité pour l'ensemble du ministère ;

\* du suivi des relations socioprofessionnelles et de l'application de la législation du travail dans les entreprises, les établissements et les organismes publics relevant du secteur ;

\* de la préparation et de l'organisation des activités du ministre, dans le domaine des relations publiques ;

\* de l'organisation et de la préparation des relations du ministre avec les organes d'information ;

\* de l'organisation et de la préparation des relations du ministre avec les différentes associations ;

— et de quatre (4) attachés de cabinet ;

— **l'inspection générale** dont la création, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par décret exécutif ;

— **les structures suivantes :**

— la direction générale du commerce extérieur ;

\* la direction générale de la régulation, de l'organisation des activités et de la réglementation ;

\* la direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes ;

\* la direction des ressources humaines et des nouvelles techniques d'information et de communication ;

\* la direction des finances et des moyens généraux.

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 2* du décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Art. 2.* — La direction générale du commerce extérieur est chargée :

— de proposer toutes stratégies en matière de commerce extérieur et de la promotion des exportations et d'en assurer le suivi ;

— d'initier et de participer à l'élaboration des instruments juridiques et organisationnels relatifs aux échanges commerciaux extérieurs ;

— d'animer et d'impulser, à travers les structures appropriées, les activités commerciales extérieures bilatérales et multilatérales ;

— de préparer ou de contribuer à la préparation et à la négociation des accords commerciaux internationaux ;

— d'animer et d'orienter les activités des structures et espaces intermédiaires ayant des missions en matière de promotion des échanges commerciaux extérieurs ;

— d'assurer la mise en œuvre et le suivi des accords commerciaux internationaux, notamment ceux liés aux relations de l'Algérie avec l'organisation mondiale du commerce (O.M.C.) ;

— de concevoir et de mettre en place un système d'information sur les échanges commerciaux extérieurs.

Elle comprend quatre (4) directions :

**1- La direction des échanges commerciaux et des manifestations économiques**, chargée :

— du suivi et de la promotion des exportations ;

— du suivi des opérations d'importation ;

— d'initier et de proposer toutes mesures tendant à promouvoir et à diversifier les exportations ;

— d'organiser la coordination dans la mise en œuvre des politiques d'appui aux exportations hors hydrocarbures ;

— d'orienter et de stimuler l'organisation des foires et des expositions spécifiques de produits algériens ;

— d'informer les services concernés placés auprès des représentations diplomatiques de l'Algérie à l'étranger en matière de promotion des exportations.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

**A)- La sous-direction du suivi et de la promotion des exportations**, chargée :

— de collecter et d'analyser les données juridiques et économiques relatives aux stratégies internationales d'exportation ;

— du suivi et de la promotion des exportations ;

— de proposer toutes mesures destinées à améliorer la compétitivité de la production nationale à l'exportation ;

— de veiller à la mise en œuvre des mesures d'appui aux exportations et d'en proposer toutes mesures de mise en cohérence et d'adaptation de la stratégie nationale d'exportation aux exigences du marché extérieur.

**B)- La sous-direction du suivi des importations**, chargée :

— de collecter et d'analyser les données relatives aux opérations d'importation ;

— du suivi des opérations d'importation ;

— de proposer toutes mesures tendant à maîtriser le marché des importations.

**C)- La sous-direction des manifestations économiques**, chargée :

— d'initier, d'organiser et de contribuer à la mise en œuvre de toutes actions relatives à l'expansion commerciale ;

— d'encourager et de stimuler la promotion des exportations par l'organisation de manifestations économiques.

**2- La direction des relations avec l'organisation mondiale du commerce**, est chargée :

— de la préparation et de l'animation dans un cadre concerté des travaux relatifs aux relations de l'Algérie avec l'organisation mondiale du commerce (O.M.C.) ;

— de l'organisation, de la coordination et du suivi des relations avec l'organisation mondiale du commerce ;

— d'initier l'adaptation de la législation et de la réglementation commerciale aux dispositions des accords de l'organisation mondiale du commerce ;

— du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des accords de l'organisation mondiale du commerce ;

— de participer aux travaux des différents organes de l'organisation mondiale du commerce.

Elle comprend deux (2) sous-directions :

**A)- La sous-direction du commerce des marchandises**, chargée :

— de veiller à la mise en œuvre et au suivi des accords de l'organisation mondiale du commerce liés aux marchandises ;

— d'organiser la préparation des offres tarifaires et de suivre les négociations y afférentes ;



— de veiller selon les formes et procédures consacrées aux notifications d'usage découlant des accords de l'organisation mondiale du commerce relatifs aux marchandises ;

— de prendre en charge le traitement des différends.

**B)- La sous-direction du commerce des services et de la propriété intellectuelle, chargée :**

— d'assurer la mise en œuvre et le suivi des accords de l'organisation mondiale du commerce liés au commerce des services et à la propriété intellectuelle ;

— d'introduire les offres d'engagement en matière de services et de propriété intellectuelle et de suivre les négociations y afférentes ;

— de veiller selon les formes et procédures consacrées aux notifications d'usage découlant des accords de l'organisation mondiale du commerce relatifs aux services et à la propriété intellectuelle ;

— de prendre en charge le traitement des différends.

**3- La direction du suivi des accords commerciaux régionaux et de la coopération, est chargée :**

— de la contribution à la mise en œuvre et au suivi de l'accord d'association à la zone de libre échange avec l'union européenne ;

— de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des accords commerciaux régionaux ;

— de la contribution aux activités des organisations régionales et institutions spécialisées internationales.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

**A) la sous-direction de l'union européenne ;**

**B) la sous-direction de l'union du maghreb arabe ;**

**C) la sous-direction de la zone arabe de libre échange et de l'union africaine.**

Ces trois (3) sous-directions sont chargées, chacune dans son domaine, de ce qui suit :

— de la préparation et de la participation aux négociations des accords commerciaux ;

— du suivi de la mise en œuvre de ces accords et de leur évaluation périodique ;

— de la constitution et de la gestion d'un fonds documentaire relatif à ces accords.

**D) La sous-direction de la coopération avec les institutions spécialisées, chargée :**

— d'assurer le suivi des relations avec les institutions internationales spécialisées ;

— de mettre en place et de gérer les programmes d'assistance technique et de coopération avec ces institutions ;

— de constituer et de gérer de manière active le fonds documentaire concernant ces institutions.

**4- La direction des relations commerciales bilatérales, est chargée :**

— d'élaborer, de négocier et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des conventions et accords commerciaux bilatéraux ;

— de participer aux négociations et de contribuer à l'élaboration et au suivi des accords de coopération économique globale ou sectorielle ;

— de préparer et de participer aux travaux des commissions mixtes intergouvernementales de coopération et de suivre la mise en œuvre des conclusions et recommandations ;

— d'assurer le suivi et l'évaluation de la balance commerciale avec les différents pays et de proposer, le cas échéant, les mesures de redressement appropriées.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

**A) la sous-direction des relations commerciales avec les pays d'Europe et d'Amérique du nord ;**

**B) la sous-direction des relations commerciales avec les pays arabes et d'Afrique ;**

**C) la sous-direction des relations commerciales avec les pays d'Asie et d'Amérique latine.**

Ces trois (3) sous-directions sont chargées, chacune dans son domaine, de ce qui suit :

— de contribuer à la préparation et à la négociation des accords commerciaux bilatéraux ;

— de participer à l'animation et à l'encadrement des relations commerciales bilatérales ;

— de participer aux travaux des commissions mixtes ;

— de procéder à la constitution et à la mise à jour des dossiers par pays ;

— d'élaborer des fiches d'entreprises, en liaison avec la stratégie de redéploiement du commerce extérieur ».

Art. 4. — Les dispositions de *l'article 3* du décret exécutif n° 02-454 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

«*Art. 3. — La direction générale de la régulation, de l'organisation des activités et de la réglementation, est chargée :*

— de l'élaboration, la mise en cohérence et l'harmonisation des instruments juridiques traduisant la politique commerciale ;

— de l'analyse des réglementations et des accords commerciaux internationaux ;

— de l'étude des textes législatifs et réglementaires initiés par les différents secteurs ;

— de veiller au fonctionnement concurrentiel des marchés et de proposer toutes mesures à caractère législatif ou réglementaire visant à développer les règles et conditions d'une compétition saine et loyale entre les agents économiques ;

— de définir et de mettre en place un dispositif d'observation et de surveillance des marchés ;

— de proposer toutes mesures liées à la régulation économique, notamment en matière de tarification, de réglementation des prix et des marges ;

— de participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale ainsi que des réglementations générales et spécifiques relatives à la promotion de la qualité des biens et services et à la protection des consommateurs ;

— d'initier toutes études et de proposer toutes mesures ayant trait à l'amélioration des conditions d'organisation et de fonctionnement des activités commerciales et des professions réglementées ;

— d'animer, d'orienter et de promouvoir les activités des établissements relevant du secteur du commerce et ayant des missions en matière d'organisation et de régulation du marché ;

— de mettre en place et de gérer la banque de données et le système d'information économique.

Elle comprend cinq (5) directions.

**1) La direction de la concurrence** est chargée :

— de proposer les instruments juridiques relatifs à la promotion de la concurrence sur le marché des biens et services ;

— d'étudier et de préparer les dossiers à soumettre au conseil de la concurrence et d'assurer la mise en œuvre et le suivi de ses décisions ;

— d'élaborer et de mettre en place un dispositif d'observation des marchés ;

— d'initier toutes études et actions de sensibilisation des agents économiques en vue du développement et de la consécration des principes et règles de la concurrence ;

— de suivre le contentieux relatif aux pratiques anti concurrentielles ;

— de coordonner la participation aux travaux des commissions des marchés publics.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

**A) La sous-direction de la promotion du droit de la concurrence**, chargée :

— de réaliser toutes études et de promouvoir toutes mesures destinées à renforcer les règles et principes de la concurrence dans le fonctionnement du marché des biens et services ;

— de proposer les instruments juridiques relatifs à la consécration du droit de la concurrence.

**B) La sous-direction de l'observation des marchés**, chargée :

— de proposer et de mettre en place un dispositif d'observation du marché des biens et services ;

— de participer à la détermination des prix et des marges réglementés.

**C) La sous-direction des marchés et des utilités publiques**, chargée :

— de mettre en place un dispositif d'observation du fonctionnement du marché des utilités publiques ;

— de contribuer à la politique de tarification des utilités publiques.

**D) La sous-direction du contentieux et des relations avec le conseil de la concurrence**, chargée :

— de traiter en relation avec le conseil de la concurrence, les dossiers contentieux liés aux pratiques anticoncurrentielles ;

— de mettre en œuvre les décisions du conseil de la concurrence et d'en suivre l'application.

**2) La direction de la qualité et de la consommation** est chargée :

— de proposer les projets de textes à caractère législatif et réglementaire de portée générale et spécifique relatifs à la promotion de la qualité et à la protection des consommateurs ;

— de contribuer à l'instauration du droit de la consommation ;

— de participer à toutes études se rapportant aux normes en matière de qualité, d'hygiène et de sécurité, applicables à tous les stades de la fabrication et de la commercialisation de produits ;

— de proposer toutes mesures visant l'instauration de systèmes de label, de protection des marques et d'appellation d'origine ;

— de favoriser par des actions appropriées, le développement de l'autocontrôle de la qualité au niveau des opérateurs économiques ;

— d'animer, encourager et suivre la normalisation des produits et services et des méthodes d'analyse de la qualité ;

— de promouvoir des programmes d'information et de sensibilisation des professionnels et des consommateurs ;

— de proposer toutes mesures concernant le développement des laboratoires d'analyses de la qualité et de la répression des fraudes.

Elle comprend quatre (4) sous-directions :

**A) la sous-direction de la normalisation des produits alimentaires ;**

**B) la sous-direction de la normalisation des produits industriels ;**

**C) la sous-direction de la normalisation des services.**

**Ces trois (3) sous-directions sont chargées chacune dans son domaine :**

— de proposer la réglementation et la normalisation relatives à la qualité des produits et services et à la protection des consommateurs ;

— d'initier toutes études et de proposer tous textes à caractère législatif ou réglementaire relatifs à la promotion de la qualité des produits et services et à la protection du consommateur ;

— de contribuer aux travaux de normalisation menés au sein des comités techniques nationaux de normalisation ;

— d'initier ou de participer à toutes études et travaux de normalisation en matière de qualité, d'hygiène et de sécurité.

**D) La sous-direction de la promotion de la qualité et de la protection du consommateur, chargée :**

— d'initier et mettre en œuvre des programmes et actions d'information, de sensibilisation et de prévention en matière de qualité et de protection du consommateur ;

— d'encourager le développement des laboratoires d'analyses et d'essais et l'autocontrôle ;

— de proposer toutes mesures liées à l'instauration de systèmes de labels, de protection des marques et d'appellation d'origine,

— d'encourager la création d'associations de consommateurs et de participer à l'animation de leurs activités.

**3) La direction de l'organisation des marchés, des activités commerciales et des professions réglementées, est chargée :**

— d'étudier et de formuler toutes propositions de mesures à caractère législatif et réglementaire relatives à l'exercice et à l'organisation des professions réglementées et des activités commerciales ;

— de participer avec les organisations et les institutions concernées à la définition des règles relatives aux conditions de création, d'implantation et d'exercice des activités commerciales et professionnelles par les personnes physiques et morales ;

— de promouvoir toutes mesures relatives à l'organisation des fonctions commerciales et des marchés spécifiques d'intérêt national ou régional ;

— de proposer toutes mesures ou règles relatives à la création et au fonctionnement des chambres de commerce et d'industrie ;

— de mettre en place un dispositif d'observation des prix et de surveillance des flux des produits de première nécessité et stratégiques sur le marché ;

— de participer à l'élaboration de la politique nationale de stockage de sécurité et d'approvisionnement des régions du sud.

Elle comprend trois (3) sous-directions :

**A) La sous-direction de l'organisation des activités commerciales et des professions réglementées, chargée :**

— d'évaluer les conditions d'exercice des activités commerciales et de fonctionnement des marchés spécifiques ;

— de proposer toutes mesures à caractère législatif ou réglementaire relatives à l'organisation, à l'encadrement et au développement des activités commerciales et des professions réglementées ;

— de définir et de suivre la mise en œuvre des conditions d'inscription au registre de commerce ;

— d'élaborer la nomenclature des activités économiques soumises à l'inscription au registre de commerce et d'en suivre l'application.

**B) La sous-direction du suivi des approvisionnements du marché, chargée :**

— de surveiller les flux physiques des produits de première nécessité et stratégiques ;

— d'observer les prix des biens et services de première nécessité et stratégiques, pratiqués sur le marché intérieur ;

— de suivre l'approvisionnement des régions du sud et de la mise en œuvre de la compensation des frais de transport relatifs à l'approvisionnement du sud ;

— de contribuer à la définition de la politique nationale de stockage de sécurité.

**C) La sous-direction de l'animation et des relations avec les chambres de commerce et d'industrie, chargée :**

— d'orienter et d'animer les activités et le fonctionnement des chambres de commerce et d'industrie ;

— d'organiser les relations entre les pouvoirs publics et les professionnels ;

— de contribuer à la mise en place d'une réglementation ayant trait aux conditions et aux modalités d'organisation des quinzaines économiques et des foires commerciales.

**4) La direction des études, de la prospective et de l'information économique est chargée :**

— de réaliser des études économiques ayant trait au secteur commercial ;

— de créer et de gérer la banque de données et d'élaborer un système de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique, économique et commerciale ;

— d'élaborer les rapports, les notes de conjoncture et toutes publications en liaison avec les activités du secteur ;

— de contribuer à la mise en place d'un système intégré d'informations économiques.

Elle comprend deux (2) sous-directions :

**A) La sous-direction des études et de la prospective, chargée :**

— de réaliser des études générales ou spécifiques liées au secteur du commerce ;

— de contribuer aux travaux de planification stratégique et de prospective ;

— d'évaluer les activités commerciales ;  
— de suivre l'évolution de la conjoncture économique, d'établir des notes périodiques et d'assurer toutes publications relatives aux activités du secteur.

**B) La sous-direction des statistiques et de l'information économique, chargée :**

— de développer les banques de données statistiques économiques et commerciales ;  
— de diffuser l'information commerciale ;  
— de participer à l'organisation et au fonctionnement du système national d'information économique.

**5) La direction de la réglementation et des affaires juridiques est chargée :**

— de l'élaboration, la mise en cohérence et l'harmonisation des instruments juridiques traduisant la politique commerciale ;  
— de l'analyse des réglementations concernant le commerce international et de l'analyse des accords commerciaux internationaux.

Elle est composée de trois (3) sous-directions :

**A)- La sous-direction de la réglementation est chargée :**

— de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires à caractère général ou spécifique proposés par les différentes structures de l'administration centrale ;

— de l'évaluation et de la mise en cohérence des dispositifs législatifs et réglementaires.

**B) - La sous-direction des défenses commerciales est chargée :**

— de proposer et d'élaborer tout instrument de défenses commerciales portant sur les mesures d'antidumping, de sauvegarde et de compensation, en adéquation avec les accords commerciaux internationaux ;  
— de traiter le contentieux relatif aux défenses commerciales.

**C)- La sous-direction des analyses juridiques est chargée :**

— de contribuer à la mise en place d'instruments juridiques relatifs à la politique commerciale ;  
— de l'analyse des accords internationaux de coopération commerciale».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008.

Ahmed OUYAHIA.

## DECISIONS INDIVIDUELLES

**Décret présidentiel du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 mettant fin aux fonctions du chef d'état-major de la sixième région militaire.**

-----

Par décret présidentiel du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008, il est mis fin aux fonctions de chef d'état-major de la sixième région militaire, exercées par le général Oualid Salaa, à compter du 1er août 2008.

-----★-----

**Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de directeurs de l'hydraulique de wilayas.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de directeurs de l'hydraulique aux wilayas suivantes, exercées par MM. :

- Rachid Djoudi, à la wilaya de Laghouat ;
  - Mourad Hamel, à la wilaya de Tébessa ;
- appelés à exercer d'autres fonctions.

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de directeur de l'hydraulique à la wilaya de Aïn Témouchent, exercées par M. Mohamed Cherif Bouabdallah, admis à la retraite.

-----★-----

**Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs à l'ex-ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur des ressources humaines à l'ex-ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement exercées par M. Belkacem Gater, appelé à exercer une autre fonction.

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur des affaires juridiques à l'ex-ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement exercées par Mme Naïma Bouhella épouse Haffaci, appelée à exercer une autre fonction.

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'ex-ministère du tourisme.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de la normalisation et du contrôle de la qualité à l'ex-ministère du tourisme, exercées par M. Nouredine Ahmed Sid, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur de l'éducation à la wilaya de Jijel.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin à compter du 1er mars 2008 aux fonctions de directeur de l'éducation à la wilaya de Jijel, exercées par M. Bachir Ouchène.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'une sous-directrice à l'ex-ministère de la communication et de la culture.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de sous-directrice des relations avec les associations culturelles à l'ex-ministère de la communication et de la culture, exercées par Mme Zahia Djoudi épouse Bencheikh El Hocine, appelée à exercer une autre fonction.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur du centre national des manuscrits.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de directeur du centre national des manuscrits, exercées par M. Mehdi Tittafi.

-----★-----

**Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions de doyens de faculté aux universités.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de doyen de la faculté de médecine à l'université de Tlemcen, exercées par M. Kaouel Meguenni.

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de doyen de la faculté des sciences et des sciences de l'ingénierat à l'université de Tiaret, exercées par M. Mohamed Moudjahed, sur sa demande.

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de doyen de la faculté des sciences économiques et des sciences de gestion à l'université de Tizi Ouzou, exercées par M. Ahmed Tessa, sur sa demande.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Médéa.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Médéa, exercées par M. Mahfoud Redouani, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 mettant fin aux fonctions d'une inspectrice au ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, il est mis fin à compter du 13 mars 2008 aux fonctions d'inspectrice au ministère de la formation et de l'enseignement professionnels, exercées par Mme Radia Cherif Khodja, décédée.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs des domaines de wilayas.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, sont nommés directeurs des domaines aux wilayas suivantes, MM. :

- Azzeddine Mousser, à la wilaya de Chlef ;
- Hafid Khirredine, à la wilaya de Biskra ;
- Lekhmissi Bouadi, à la wilaya d'El Bayadh ;
- Mohamed Salah Ghechir, à la wilaya de Ghardaïa.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs de la conservation foncière de wilayas.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, sont nommés directeurs de la conservation foncière aux wilayas suivantes, MM. ;

- Hakim Tachouche, à la wilaya de Laghouat ;
- Boumediene Oundadji, à la wilaya de Saïda ;
- Belkacem Hasbaïa, à la wilaya de Tissemsilt.

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur du guichet unique décentralisé de l'agence nationale de développement de l'investissement à la wilaya de Béjaïa.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Abdelkrim Aouame est nommé directeur du guichet unique décentralisé de l'agence nationale de développement de l'investissement à la wilaya de Béjaïa.

-----★-----

**Décrets présidentiels du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs des mines et de l'industrie de wilayas.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Adnan Ridha Amir est nommé directeur des mines et de l'industrie à la wilaya de Bouira.

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, Melle Farida Bensalma est nommée directrice des mines et de l'industrie à la wilaya de Médéa.

-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de directeurs de l'hydraulique de wilayas.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, sont nommés directeurs de l'hydraulique aux wilayas suivantes, MM. :

- Rachid Djoudi, à la wilaya de Tébessa ;
- Mourad Hamel, à la wilaya de Aïn Témouchent.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Belkacem Gater est nommé directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination d'un sous-directeur au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Nouredine Ahmed Sid est nommé sous-directeur du plan qualité tourisme et du thermalisme au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de la directrice de l'évaluation des études environnementales à la direction générale de l'environnement et du développement durable au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, Mme Naïma Bouhella épouse Haffaci est nommée directrice de l'évaluation des études environnementales à la direction générale de l'environnement et du développement durable au ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination de la directrice du développement et de la promotion des arts au ministère de la culture.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, Mme Zahia Djoudi épouse Bencheikh El Hocine est nommée directrice du développement et de la promotion des arts au ministère de la culture.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur de la culture à la wilaya de Sétif.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Mohamed Zetili est nommé directeur de la culture à la wilaya de Sétif.

-----★-----

**Décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008 portant nomination du directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Bordj Bou-Argeridj.**

-----

Par décret présidentiel du 30 Rajab 1429 correspondant au 2 août 2008, M. Mahfoud Redouani est nommé directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière à la wilaya de Bordj Bou-Argeridj.

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Arrêté du 14 Jomada Ethania 1429 correspondant au 18 juin 2008 fixant le cahier des charges en vue de délivrer l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure.**

-----

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

#### Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 43 bis 1 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, le présent arrêté a pour objet de définir le cahier des charges en vue de délivrer l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure.

Art. 2. — Le cahier des charges, susvisé à l'article premier, est annexé au présent arrêté

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la république algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Jomada Ethania 1429 correspondant au 18 juin 2008.

Rachid HARAOUBIA.

### ANNEXE

**Cahier des charges fixant les conditions de délivrance de l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure et régissant son organisation et son fonctionnement**

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions et les règles régissant l'organisation et le fonctionnement de l'établissement privé de formation supérieure.

Art. 2. — En sus des dispositions prévues dans l'article 43 bis 1 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, la création, l'ouverture et l'exploitation d'un établissement privé de formation supérieure sont subordonnées aux conditions fixées par le présent cahier des charges.

#### CHAPITRE II

##### PROCEDURES ET CONDITIONS DE DELIVRANCE DE L'AUTORISATION

Art. 3. — En sus des conditions prévues dans l'article 43 bis 1 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, le dossier d'ouverture doit comporter les documents et les informations suivants :

— le présent cahier des charges signé et paraphé par le responsable de l'établissement privé ;

— une copie conforme légalisée du statut de l'établissement ;

— le siège de l'établissement et le lieu de déroulement de la formation ;

— le *curriculum vitae* du responsable pédagogique de l'établissement ;

— la ou les spécialités de formation à ouvrir ;

— les capacités d'encadrement pédagogique et administratif ;

— les effectifs d'étudiants attendus ;

— le certificat de nationalité algérienne du directeur de l'établissement ;

— le casier judiciaire du directeur de l'établissement.

Art. 4. — La personne habilitée à représenter l'établissement doit justifier d'un capital social égal, au moins, au capital social exigé par la réglementation en vigueur en matière de création de la société par actions.

Art. 5. — La personne habilitée à représenter l'établissement doit, au début de chaque année universitaire, justifier auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur de la souscription d'une caution bancaire permettant de faire face aux dépenses occasionnées dans le cas de fermeture prévue à l'article 43 bis 12 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

Art. 6. — La vérification de la conformité du dossier d'ouverture est assurée au moment de son dépôt par les services concernés de l'administration centrale du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

A l'issue de cette vérification, un récépissé de dépôt est délivré.

Art. 7. — Il est statué sur la demande de délivrance de l'autorisation dans les deux (2) mois qui suivent la date de délivrance du récépissé de dépôt.

L'examen du dossier d'ouverture comporte sur la conformité de son contenu avec les conditions prévues par la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, et les dispositions du présent cahier des charges et comporte, également, un contrôle sur site.

Toute réserve ou demande d'information complémentaire émise durant ce délai, entraîne son report sans que la période globale d'examen n'excède quatre (4) mois.

Art. 8. — En cas de rejet du dossier d'ouverture, celui-ci doit être motivé et notifié à la personne habilitée à représenter l'établissement.

Un recours peut être introduit par cette dernière auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du rejet et il est statué sur le recours dans le mois qui suit.

### CHAPITRE III

#### DE L'ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT PRIVE DE FORMATION SUPERIEURE

Art. 9. — L'établissement privé de formation supérieure doit élaborer un règlement intérieur et le soumettre au ministre chargé de l'enseignement supérieur pour approbation.

L'établissement privé de formation supérieure est tenu à informer les étudiants de son règlement intérieur.

Art. 10. — L'établissement privé de formation supérieure doit se doter d'un conseil d'administration et d'un conseil scientifique.

Art. 11. — Le conseil scientifique est composé, pour les deux tiers (2/3) au moins, d'enseignants contractuels à plein temps, titulaires d'un diplôme ouvrant droit, au minimum, au grade de maître assistant de l'enseignement supérieur.

Le ministre chargé de l'enseignement supérieur désigne un enseignant exerçant dans un établissement public d'enseignement supérieur, pour siéger et le représenter au conseil scientifique.

Art. 12. — L'établissement privé de formation supérieure, doit inclure dans son organisation interne, outre la structure administrative :

- une structure pédagogique chargée de l'organisation des études, des examens et des stages ;
- un service pour les affaires des étudiants.

Art. 13. — L'établissement privé de formation supérieure est soumis à l'administration effective et permanente d'un responsable pédagogique remplissant les conditions suivantes :

- être de nationalité algérienne ;
- être titulaire d'un doctorat ou d'un diplôme lui ouvrant droit au grade de maître assistant de l'enseignement supérieur ;
- justifier d'une expérience professionnelle de cinq (5) années, au moins, dans des activités de formation supérieure ;
- n'avoir pas subi une sanction disciplinaire contraire à la morale professionnelle ;
- jouir des droits civiques.

Les documents justifiant les conditions suscitées doivent être joints au dossier d'ouverture.

La désignation du responsable pédagogique est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Tout changement du responsable pédagogique de l'établissement privé doit être notifié au ministre chargé de l'enseignement supérieur, dans un délai n'excédant pas la semaine qui suit.

Art. 14. — En cas de vacance du poste de responsable pédagogique, cette fonction peut être assurée à titre temporaire par un membre du corps enseignant de l'établissement ou par toute autre personne remplissant les conditions citées à l'article 13 ci-dessus à l'exception de la condition relative à l'expérience dans l'exercice des activités de formation supérieure.

La vacance du poste de responsable pédagogique ne peut excéder dix (10) jours.

L'occupation à titre temporaire de cette fonction ne peut excéder trois (3) mois à compter de la date de vacance du poste de responsable pédagogique.



## CHAPITRE IV DES ENSEIGNEMENTS

### Section 1

#### Des enseignements dispensés

Art. 15. — Tout diplôme délivré par un établissement privé de formation supérieure doit sanctionner un enseignement et un régime d'études conformes aux dispositions de l'article 16 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

Art. 16. — Conformément aux dispositions de l'article 43 bis 6 alinéa 2 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, l'établissement privé de formation supérieure est tenu de présenter pour approbation au ministre de l'enseignement supérieure, ce qui suit :

— les programmes et les contenus des enseignements, les *cursus* de formation ainsi que le régime des études ;

— la forme des enseignements dispensés pour chaque unité d'enseignement ou module (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques, stages en milieu professionnel...), la nature des unités d'enseignements ou modules (obligatoires, optionnelles, transversales...), leur durée, leur coefficient et leur mode d'évaluation ;

— l'encadrement pédagogique.

Pour chaque spécialité assurée ou non assurée par les établissements publics de l'enseignement supérieur.

Ces informations doivent être portées à la connaissance des étudiants au début de chaque année universitaire.

### Section 2

#### De la gestion pédagogique et du contrôle des connaissances

Art. 17. — L'établissement privé de formation supérieure arrête le dispositif de gestion pédagogique des enseignements et est tenu, en particulier, de fixer, sur proposition de son conseil scientifique, le calendrier des enseignements relatifs à chaque diplôme, les dates de début et d'arrêt des cours, les dates d'examens et des délibérations.

Le dispositif de gestion pédagogique et le calendrier des enseignements doivent être communiqués au ministre chargé de l'enseignement supérieur et portés à la connaissance des étudiants et des personnels au début de chaque année universitaire.

Art. 18. — Les délibérations sont organisées par un jury d'examen. Le jury d'examen est présidé par un enseignant permanent de rang magistral désigné par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 19. — L'établissement privé de formation supérieure doit, dans le cadre de son règlement intérieur, expliciter les différends, infractions, fraudes dans les examens ainsi que les sanctions encourues et les mesures prises en cas d'absences ou d'indiscipline constatées et confirmées.

## CHAPITRE V DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Art. 20. — L'établissement privé de formation supérieure doit justifier de la disponibilité d'un personnel enseignant qualifié pour assurer un encadrement pédagogique de la formation supérieure envisagée dont le niveau des enseignements doit être au moins égal à celui assuré dans les établissements publics de formation supérieure.

Art. 21. — L'établissement privé de formation supérieure doit justifier d'un personnel enseignant lui permettant d'assurer un taux d'encadrement minimum égal au moins à :

— un enseignant pour vingt-cinq (25) étudiants, dans les disciplines des sciences exactes et de technologie,

— un enseignant pour trente (30) étudiants, dans les disciplines des sciences humaines et sociales.

Art. 22. — Le personnel enseignant mentionné à l'article 20 ci-dessus doit comprendre une proportion minimale d'enseignants contractuels à temps plein à hauteur de cinquante pour cent (50 %) de l'effectif global.

Les enseignants contractuels à temps plein ont l'obligation d'assurer, au minimum, la moitié des enseignements programmés dans chaque *cursus* de formation sanctionné par un diplôme dont l'établissement privé de formation supérieure a reçu l'autorisation par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 23. — Le directeur de l'établissement privé de formation supérieure veille au respect, par les personnels et les étudiants, des règles d'éthique et de déontologie universitaires telles que prévues par la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et les textes pris pour son application.

Art. 24. — Tout enseignant révoqué par décision légalement fondée, pour manquement grave contraire à l'éthique et la déontologie universitaires, d'un établissement public ou privé d'enseignement et de formation supérieurs, ne peut exercer dans un établissement privé de formation supérieure. Cette interdiction d'exercice s'applique, également, aux personnes ne jouissant pas de leurs droits civiques.

**CHAPITRE VI**  
**DES LOCAUX D'ENSEIGNEMENT**  
**ET DE LEURS DEPENDANCES**

Art. 25. — Les locaux d'enseignement doivent être adaptés aux tâches d'enseignement et garantir le respect des règles d'hygiène, de santé et de sécurité selon les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les établissements privés de formation supérieure sont soumis, aux mêmes obligations que celles applicables aux établissements publics d'enseignement supérieur.

Art. 26. — Les locaux destinés à accueillir des équipements pédagogiques doivent être en conformité avec ceux exigés aux établissements publics d'enseignement supérieur.

Les spécifications techniques et surfaciques desdits locaux sont fixées conformément au tableau annexé au présent cahier des charges.

Art. 27. — L'établissement privé de formation supérieure doit disposer :

- d'une bibliothèque, dotée d'un fonds documentaire suffisant, comportant une salle de lecture dont la surface doit être en rapport avec le nombre d'étudiants inscrits,

- d'un centre de ressources de calcul (data center) et d'un cyberspace doté de moyens informatiques en quantité et en qualité nécessaires et suffisantes à la formation et aux travaux des étudiants,

- d'un laboratoire de langues.

**CHAPITRE VII**  
**DES MODALITES D'INSCRIPTION**

Art. 28. — Conformément à l'article 9 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, l'inscription au premier cycle des établissements privés de formation supérieure est ouverte aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un titre étranger reconnu équivalent.

Cette inscription est soumise aux conditions pédagogiques définies dans la circulaire de pré inscription et d'orientation des nouveaux bacheliers au titre de chaque année universitaire.

Art. 29. — Conformément aux articles 12 et 43 bis 7 de la loi 99-05 du 18 Dhou el Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, l'accès au second cycle des établissements privés de formation supérieure est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de licence ou de diplômes étrangers reconnus équivalents dans la limite des places disponibles et les capacités d'encadrement.

Art. 30. — L'établissement privé de formation supérieure est tenu de conclure avec l'étudiant un contrat de formation dont le spécimen est remis avec le présent cahier des charges et qui fixe les droits et obligations des deux (2) parties, notamment :

- le lieu, la durée et la date de démarrage de la formation,

- le diplôme sanctionnant la formation,

- l'ensemble du *cursus* de la formation, le volume horaire global, le volume horaire de chaque enseignement théorique et pratique,

- le coût de la formation et les modalités de son paiement,

- la mention au respect du règlement intérieur par les parties contractantes.

Art. 31. — L'établissement privé de formation supérieure, doit tenir un registre indiquant l'état des inscriptions des étudiants pour chaque formation assurée.

Le registre doit être côté et paraphé par les services compétents du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Le registre sert de preuve à l'existence d'une inscription aux études et aux examens ; il doit être tenu à la disposition du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 32. — L'établissement privé de formation supérieure est tenu de délivrer un certificat d'inscription et une carte d'étudiant à chaque étudiant régulièrement inscrit.

**CHAPITRE VIII**

**DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS**  
**PRIVES DE FORMATION SUPERIEURE**

Art. 33. — Les établissements privés de formation supérieure sont soumis au contrôle administratif et pédagogique, au suivi et à l'évaluation par les services du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Le contrôle, le suivi et l'évaluation portent sur le respect des conditions fixées par la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et les règlements pris en son application et le contenu du présent cahier des charges.

Art. 34. — En cas de non-respect du cahier des charges ou d'infractions aux dispositions de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et les règlements pris en son application et aux dispositions du présent cahier des charges, le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut décider du retrait de l'autorisation.

Art. 35. — L'établissement privé de formation supérieure doit tenir informé le ministre chargé de l'enseignement supérieur de tout projet de coopération avec des institutions ou établissements étrangers.

## ANNEXE

**NORMES MINIMALES DE FONCTIONNALITE  
RELATIVES AUX SURFACES DES LOCAUX D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (1er et 2ème CYCLES)****1. Normes de surface :**

Les normes utilisées en matière de surfaces des locaux pédagogiques sont définies comme suit : une surface unitaire de 1 m<sup>2</sup> par étudiant pour les amphithéâtres, 1,5 m<sup>2</sup> par étudiant pour les salles de cours et les salles de travaux dirigés, 2,5 m<sup>2</sup> par étudiant pour les laboratoires, les salles de travaux pratiques et les salles d'informatique et multimédia, 2 m<sup>2</sup> par étudiant pour les salles de lecture. Pour ce qui est des circulations horizontales et verticales et des sanitaires, une majoration de 40% est considérée pour leur prise en charge.

Locaux	Surfaces unitaires (m <sup>2</sup> / étudiant)	Circulations et sanitaires (40 %)	Surfaces unitaires y compris circulation (m <sup>2</sup> / étudiant)	Observations
<b>Espaces d'enseignement</b>				
Salles de cours et de travaux dirigés	1,50 m <sup>2</sup>	0,60 m <sup>2</sup>	2,10 m <sup>2</sup>	Cours et séances de travaux dirigés
Amphithéâtres	1,00 m <sup>2</sup>	0,40 m <sup>2</sup>	1,40 m <sup>2</sup>	Cours magistraux
Laboratoires et salles de travaux pratiques	2,50 m <sup>2</sup>	1,00 m <sup>2</sup>	3,50 m <sup>2</sup>	Séances de travaux pratiques et d'expérimentation
Salles d'informatique et multimédia	2,50 m <sup>2</sup>	1,00 m <sup>2</sup>	3,50 m <sup>2</sup>	Travaux pratiques en informatique, langues et multimédias
Salles de dessin et ateliers d'architecture	3,00 m <sup>2</sup>	1,20 m <sup>2</sup>	4,20 m <sup>2</sup>	Travaux pratiques en dessin industriel, architecture, géographie, cartographie,...
Hall de technologie	5,00 m <sup>2</sup>	2,00 m <sup>2</sup>	7,00 m <sup>2</sup>	Travaux pratiques de mécanique, génie civil, matériaux,...
Salle de conférences ou auditorium	1,50 m <sup>2</sup>	0,60 m <sup>2</sup>	2,10 m <sup>2</sup>	Conférences

**Locaux de soutien pédagogique et administratif :**

Salle de lecture et de consultation de périodiques	2,00 m <sup>2</sup>	0,80 m <sup>2</sup>	2,80 m <sup>2</sup>	
Salle de stockage de livres	4,50 m <sup>2</sup> pour 1.000 ouvrages			
Salle internet	2,00 m <sup>2</sup> /étudiant	0,80 m <sup>2</sup>	2,80 m <sup>2</sup> /étudiant	
Bureaux administratifs	12 m <sup>2</sup> à 16 m <sup>2</sup>		12 m <sup>2</sup> à 16 m <sup>2</sup>	
Bureaux pour enseignant	6,00 m <sup>2</sup> / enseignant		6,00 m <sup>2</sup> / enseignant	

**2. Exigences relatives à la construction :**

Il y a lieu de tenir compte des exigences relatives à la construction en matière de :

—  conformité aux normes techniques (par les organes de contrôle technique de la construction) et aux normes de sécurité (par les services habilités de la protection civile) pour les infrastructures existantes.

— conformité aux exigences de la réglementation en vigueur, relatives aux modalités de construction (permis de construire, certificats de conformité,...), pour les infrastructures à réaliser.

— les programmes de construction d'infrastructures pédagogiques ou autres doivent intégrer les espaces spécifiques et appropriés de la filière à ouvrir.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION

### DEMANDE D'AUTORISATION POUR LA CREATION D'UN ETABLISSEMENT PRIVE DE FORMATION SUPERIEURE

Réf. : La loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999 , modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur

Date de dépôt : .....

Récépissé n° .....du.....

### COMPOSITION DU DOSSIER

#### Demande d'autorisation

#### 1) PIECES RELATIVES AU FONDATEUR :

Le cahier des charges et le formulaire de demande d'autorisation datés et signés par le fondateur.

#### POUR LES PERSONNES PHYSIQUES :

- Un extrait d'acte de naissance.
- Un certificat de nationalité algérienne

#### POUR LES PERSONNES MORALES :

- Un certificat de nationalité algérienne du responsable ayant tous pouvoirs pour représenter la personne morale.
- Une copie des statuts juridiques de l'organisme.

#### 2) PIECES RELATIVES AU DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT :

- Un extrait d'acte de naissance.
- Un certificat de nationalité algérienne
- Un extrait du casier judiciaire.
- Les copies certifiées conformes des diplômes d'enseignement et de formation supérieurs.
- Les copies certifiées conformes des certificats de travail.

### FICHE D'IDENTIFICATION

#### 1) DU FONDATEUR :

##### 1.1. Pour une personne physique :

- Nom : ..... Prénoms .....
- Date et lieu de naissance : .....
- Nationalité : .....
- Adresse : .....
- Téléphone : .....
- e-mail : .....

**1.2. Pour une personne morale :**

- Raison sociale de l'établissement : .....
- Nom et prénoms du responsable ayant tout pouvoir de représenter la personne morale : .....
- Date et lieu de naissance : .....
- Fonction (agissant en tant que) : .....
- Adresse personnelle : .....
- Téléphone : .....
- Télex ou fax : .....
- e-mail☐: .....

**2) DU DIRECTEUR PEDAGOGIQUE DE L'ETABLISSEMENT :**

- Nom ..... Prénoms : .....
- Date et lieu de naissance : .....
- Nationalité : .....
- Situation familiale : .....
- Adresse personnelle : .....
- Téléphone : .....
- e-mail : .....

**Diplômes d'enseignement supérieur :**

(Citer les établissements, les durées, les années d'obtention et la spécialité)

- 
- 
- 

Expérience professionnelle : (préciser les organismes employeurs, les postes occupés et les durées).

- 
- 
- 

**IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT**

**1- DENOMINATION :** .....

.....

.....

**2- Lieu d'implantation de l'établissement construit ou en projet (Adresse exacte)**

Rue : ..... N° .....

Commune : ..... Daïra : .....

Wilaya : ..... Code postal : .....

Téléphone : ..... Télex : ..... Fax : .....

**3- STATUTS JURIDIQUES DES LOCAUX :** Location/ / Propriété privée/ /

**4- HORAIRES DE TRAVAIL PREVUS :**

Matin : ..... Après - Midi .....

Préciser s'il s'agit éventuellement d'un travail à temps partiel :

## DESCRIPTION DES LOCAUX

### (Etablissement et annexes)

#### 1. Locaux administratifs :

En préciser le nombre et donner les superficies respectives.

N°	USAGE	SUPERFICIE
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
<b>TOTAL</b>		

#### 2. Locaux pédagogiques :

N°	NATURE	NOMBRE	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
1	Atelier			
2	Salle de cours			
3	Laboratoire			
4	Amphithéâtre			
5	Bibliothèque			
6	Autres			
<b>TOTAL</b>				

#### 3. Services communs :

- Foyer .....
- Infirmerie .....
- Autres .....

**PERSONNEL D'ENCADREMENT**

**1. Personnel administratif :**

N°	EFFECTIF	QUALIFICATION	POSTE OCCUPE	OBSERVATIONS
1				
2				
3				
4				
5				
<b>TOTAL</b>				

**2. Encadrement pédagogique :**

EFFECTIFS	DIPLOME	GRADE	MATIERES ENSEIGNEES	QUALITE		
				Vacataire	Associé	Permanent
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
<b>TOTAL</b>						





MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### MODELE DE CONTRAT DE FORMATION SUPERIEURE

Est conclu un contrat de formations supérieur conformément à l'article 43 bis 6 (alinéa 3) de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

Raison ou dénomination sociale .....

Adresse de l'établissement de formation supérieure.....

.....

.....

Numéro et date de l'arrêté d'autorisation .....

.....

### CONTRAT DE FORMATION SUPERIEURE

(Article 43 bis 6 (alinéa 3) de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur)

Entre les soussignés :

1- Etablissement de formation supérieure :.....

2- Non, prénoms et adresse du contractant ci- après désigné l'étudiant :.....

.....

Est conclu un contrat de formation supérieure conformément à l'article 43 bis 6 (alinéa 3) de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 Avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

#### Article 1er. — Objet :

En exécution du présent contrat, l'établissement de formation supérieure s'engage à organiser l'action de formation supérieure intitulée.....

#### Art. 2. — Nature et caractéristiques des actions de formation supérieure :

— Elle vise la formation de :.....

— Le programme de formation figure en annexe du présent contrat.

— Sa durée est fixée à.....

— A l'issue de la formation, un diplôme sera délivré à l'étudiant.

#### Art. 3. — Conditions d'accès à la formation supérieure : .....

#### Art. 4. — Organisation de la formation :

— Elle est organisée pour un effectif de..... étudiants,

— Le *cursus* de la formation, son volume horaire global, le volume horaire de chaque enseignement théorique et pratique et le volume du stage pratique.

Les conditions générales dans lesquelles la formation est dispensée, notamment les moyens pédagogiques et didactiques, les modalités de contrôle de connaissances, les conditions de participation de l'étudiant contractant aux examens en vue de l'obtention d'un diplôme sont les suivants :.....

.....

.....

**Art. 5. — Délai de rétractation :**

A compter de la date de signature du présent contrat, l'étudiant a un délai de 15 jours pour se rétracter. Le cas échéant l'étudiant en informe l'établissement de formation supérieure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, aucune somme ne peut être exigée de l'étudiant.

**Art. 6. — Dispositions financières :**

— Le prix de la formation est fixé à .....DA

— l'étudiant s'engage à verser la totalité du prix susmentionné selon les modalités de paiement suivantes :

— Après un délai de rétractation mentionné à l'article 5 du présent contrat, l'étudiant effectue un premier versement d'un montant de .....DA. Cette somme ne peut être supérieure à 30% du prix dû par l'étudiant.

— Le paiement du solde est échelonné au fur et à mesure du déroulement de la formation, selon le calendrier ci-dessous :

.....DA le ...../..... / ..... DA le ...../...../.....

.....DA le ...../..... / ..... DA le ...../...../.....

**Art. 7. — Droits et obligations des deux parties :**

L'étudiant est tenu de prendre connaissance du règlement intérieur de l'établissement et s'engage à le respecter.

L'établissement délivre à l'étudiant des certificats de scolarité ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales dans les limites de la réglementation en vigueur.

L'établissement est tenu de souscrire toute assurance pour couvrir la responsabilité civile de l'étudiant.

**Art. 8. — Interruption de la formation :**

En cas de cessation anticipée de la formation du fait de l'établissement de formation supérieure l'abandon de la formation pour un autre motif que la force majeure dûment reconnue, le présent contrat est résilié selon :

Les conditions suivantes :.....

Et,

Les modalités financières suivantes :.....

Si l'étudiant est empêché de suivre la formation par suite de force majeure dûment reconnue, le contrat de formation supérieure est résilié. Dans ce cas, seules les prestations effectives sont dues au *pro rata temporis* de leur valeur prévue au présent contrat.

**Art. 9. — Cas de différends :**

Si une contestation ou un différend n'a pu être réglé à l'amiable, l'une des procédures suivantes doit être appliquée :

— Règlement à l'amiable par l'intermédiaire du service de l'établissement universitaire public le plus près.

— Saisine de l'inspection générale du ministère de l'enseignement supérieur.

— Saisine des tribunaux compétents.

**Art. 10. — Dispositions générales :**

Une copie du présent contrat doit être remise :

— à chacune des parties contractantes ;

— au ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La durée du présent contrat est égale à la durée de la formation objet du contrat,

Fait à....., le .....

L'étudiant  
(Nom et prénoms du signataire)  
Signature

Pour l'établissement  
(Nom et qualité du signataire)  
Signature et cachet



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

<p>الإدارة والتحرير الامانة العامة للحكومة WWW.JORADP.DZ</p> <p>الطبع والاشتراك المطبعة الرسمية</p> <p>حي البساتين، بئر مراد رايس، ص.ب 376 - الجزائر - محطة الهاتف : 021.54.35.06 إلى 09 021.65.64.63 الفاكس 021.54.35.12 ح.ج.ب 3200-50 الجزائر Télex : 65 180 IMPOF DZ بنك الفلاحة والتنمية الريفية 060.300.0007 68 KG حساب العملة الأجنبية للمشاركين خارج الوطن بنك الفلاحة والتنمية الريفية 060.320.0600.12</p>	<p>الجزائر تونس المغرب ليبيا موريطانيا</p>	<p>بلدان خارج دول المغرب العربي</p>	<p>الاشتراك سنوي</p>
	سنة	سنة	
	2675,00 د.ج	1070,00 د.ج	النسخة الاصلية .....
	5350,00 د.ج	2140,00 د.ج	النسخة الاصلية وترجمتها .....
	تزداد عليها نفقات الإرسال		

ثمن النسخة الاصلية 13,50 د.ج  
ثمن النسخة الاصلية وترجمتها 27,00 د.ج  
ثمن العدد الصادر في السنين السابقة : حسب التسعيرة.  
وتسلّم الفهارس مجاناً للمشاركين.  
المطلوب إرفاق لفيفة إرسال الجريدة الأخيرة سواء لتجديد الاشتراكات أو للاحتجاج أو لتغيير العنوان.  
ثمن النشر على أساس 60,00 د.ج للسطر.

## فهرس

## مراسيم تنظيمية

- مرسوم تنفيذي رقم 08 - 263 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يعدل توزيع نفقات ميزانية الدولة للتجهيز لسنة 2008، حسب كل قطاع..... 4
- مرسوم تنفيذي رقم 08 - 264 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يتضمن إحداث باب ونقل اعتماد في ميزانية تسيير وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية..... 5
- مرسوم تنفيذي رقم 08 - 265 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماستر وشهادة الدكتوراه..... 5
- مرسوم تنفيذي رقم 08 - 266 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة التجارة..... 8

## مراسيم فردية

- مرسوم رئاسي مؤرخ في أول شعبان عام 1429 الموافق 3 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام رئيس أركان الناحية العسكرية السادسة..... 14
- مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان إنهاء مهام مديرين للري في الولايات..... 14
- مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان إنهاء مهام نائب مدير بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة - سابقا..... 14
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير بوزارة السياحة - سابقا..... 14
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مدير التربية في ولاية جيجل..... 14
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام نائبة مدير بوزارة الاتصال والثقافة - سابقا..... 14
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مدير المركز الوطني للمخطوطات..... 15
- مراسيم رئاسية مؤرخة في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، تتضمن إنهاء مهام عمداء كليات بالجامعات..... 15
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام المدير العام لديوان الترقية والتسيير العقاري في ولاية المدية..... 15
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مفتشة بوزارة التكوين والتعليم المهنيين..... 15
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرين لأملاك الدولة في الولايات..... 15

**فهرس (تابع)**

- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديريين للحفظ العقاري في الولايات..... 15
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الشباك الوحيد غير المركزي للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار في ولاية بجاية..... 15
- مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان تعيين مديريين للمناجم والصناعة في ولايتين..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديريين للري في ولايتين..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الموارد البشرية والتكوين بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين نائب مدير بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرة تقييم الدراسات البيئية في المديرية العامة للبيئة والتنمية المستدامة بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرة تطوير الفنون وترقيتها بوزارة الثقافة..... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الثقافة في ولاية سطيف.... 16
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين المدير العام لديوان الترقية والتسيير العقاري لولاية برج بوعريرج..... 16

**قرارات، مقررات، آراء****وزارة التعليم العالي والبحث العلمي**

- قرار مؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1429 الموافق 18 يونيو سنة 2008، يحدد دفتر شروط تسليم رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي..... 17

# هراسيم تنظيمية

**المادة 3 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية .

حرر بالجزائر في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008.

أحمد أويحيى

الملحق

الجدول "أ" مساهمات نهائية

(بالآلاف الدنانير)

المبالغ الملقاة		القطاعات
رخصة البرنامج	اعتماد الدفع	
4.100.000	7.650.000	- البرنامج التكميلي لفائدة الولايات.....
4.100.000	7.650.000	<b>المجموع :</b>

الجدول "ب" مساهمات نهائية

(بالآلاف الدنانير)

المبالغ المخصصة		القطاعات
رخصة البرنامج	اعتماد الدفع	
500.000	250.000	- الفلاحة والري.....
1.300.000	650.000	- المنشآت القاعدية الاقتصادية والإدارية..
1.300.000	650.000	- المنشآت القاعدية الاجتماعية والثقافية..
1.000.000	500.000	- دعم الحصول على سكن
-	5.600.000	- دعم النشاط الاقتصادي.....
4.100.000	7.650.000	<b>المجموع :</b>

**مرسوم تنفيذي رقم 08 - 263 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يعدل توزيع نفقات ميزانية الدولة للتجهيز لسنة 2008، حسب كل قطاع.**

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير المالية،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 ( الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 08 - 02 المؤرخ في 21 رجب عام 1429 الموافق 24 يوليو سنة 2008 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98 - 227 المؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1419 الموافق 13 يوليو سنة 1998 والمتعلق بنفقات الدولة للتجهيز، المعدل والمتمم،

يرسم ما يأتي :

**المادة الأولى :** يلغى من ميزانية سنة 2008 اعتماد دفع قدره سبعة ملايين وستمائة وخمسون مليون دينار (7.650.000.000 دج) ورخصة برنامج قدرها أربعة ملايين ومائة مليون دينار (4.100.000.000 دج) مقيدان في النفقات ذات الطابع النهائي (المنصوص عليها في الأمر رقم 08 - 02 المؤرخ في 21 رجب عام 1429 الموافق 24 يوليو سنة 2008 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008) طبقا للجدول "أ" الملحق بهذا المرسوم.

**المادة 2 :** يخصص لميزانية سنة 2008 اعتماد دفع قدره سبعة ملايين وستمائة وخمسون مليون دينار (7.650.000.000 دج) ورخصة برنامج قدرها أربعة ملايين ومائة مليون دينار (4.100.000.000 دج) يقيدان في النفقات ذات الطابع النهائي (المنصوص عليها في الأمر رقم 08 - 02 المؤرخ في 21 رجب عام 1429 الموافق 24 يوليو سنة 2008 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008) طبقا للجدول "ب" الملحق بهذا المرسوم.

يقيّد في ميزانية تسيير وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية، الفرع الأول - فرع وحيد، الفرع الجزئي الأول - المصالح المركزية وفي الباب رقم 44 - 03 "مساهمة في المركز الوطني للبحث والتنمية في الصيد البحري وتربية المائيات".

**المادة 4 :** يكلف وزير المالية ووزير الصيد البحري والموارد الصيدية، كل فيما يخصه، بتنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008.

**أحمد أويحيى**



**مرسوم تنفيذي رقم 08 - 265 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماستر وشهادة الدكتوراه.**

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 07 - 173 المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 4 يونيو سنة 2007 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 - 186 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1429 الموافق 23 يونيو سنة 2008 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03 - 279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 الذي يحدد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 04 - 371 المؤرخ في 8 شوال عام 1425 الموافق 21 نوفمبر سنة 2004 والمتضمن إحداث شهادة ليسانس "نظام جديد"،

**مرسوم تنفيذي رقم 08 - 264 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يتضمن إحداث باب ونقل اعتماد في ميزانية تسيير وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية.**

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير المالية،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 07 - 12 المؤرخ في 21 ذي الحجة عام 1428 الموافق 30 ديسمبر سنة 2007 والمتضمن قانون المالية لسنة 2008،

- وبمقتضى الأمر رقم 08 - 02 المؤرخ في 21 رجب عام 1429 الموافق 24 يوليو سنة 2008 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 41 المؤرخ في 26 محرم عام 1429 الموافق 3 فبراير سنة 2008 والمتضمن توزيع الاعتمادات المخصصة لوزير الصيد البحري والموارد الصيدية من ميزانية التسيير بموجب قانون المالية لسنة 2008،

**يرسم ما يأتي :**

**المادة الأولى :** يحدث في جدول ميزانية تسيير وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية، الفرع الأول - فرع وحيد، الفرع الجزئي الأول - المصالح المركزية، باب رقمه 44 - 03 وعنوانه "مساهمة في المركز الوطني للبحث والتنمية في الصيد البحري وتربية المائيات".

**المادة 2 :** يلغى من ميزانية سنة 2008 اعتماد قدره أربعة وأربعون مليوناً وسبعمئة وخمسة وخمسون ألفاً وثمانمئة وأربعة وثلاثون ديناراً (44.755.834 دج) مقيّد في ميزانية تسيير وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية وفي الباب رقم 36 - 82 "إعانة للمركز الوطني للدراسات والوثائق حول الصيد البحري وتربية المائيات".

**المادة 3 :** يخصص لميزانية سنة 2008 اعتماد قدره أربعة وأربعون مليوناً وسبعمئة وخمسة وخمسون ألفاً وثمانمئة وأربعة وثلاثون ديناراً (44.755.834 دج)

**المادة 4 :** تتوج الدراسات من أجل الحصول على شهادة الليسانس إما بتحرير مذكرة نهاية الدراسة أو بتقديم تقرير عن تربص، حسب أهداف التكوين.

**المادة 5 :** تحدد كفايات التسجيل وإعادة التسجيل لنيل شهادة الليسانس بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

### الفرع الثاني

#### تسليم شهادة الليسانس

**المادة 6 :** تسلم شهادة الليسانس من الوزير المكلف بالتعليم العالي للطلبة الذين استوفوا مجمل شروط التمدرس والتدرج البيداغوجي في مسار التكوين المتبع والذين اكتسبوا مائة وثمانين (180) رصيداً، أي بمعدل ثلاثين (30) رصيداً في السداسي.

توضح الشهادة المسلمة الميدان والفرع وتخصص التكوين، وتلحق بوثيقة وصفية للمعارف والمؤهلات المكتسبة.

يحدد نموذج الوثيقة الوصفية الملحقة بشهادة الليسانس بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

### الفصل الثاني

#### شهادة الماستر

#### الفرع الأول

#### نظام الدراسات في الماستر

**المادة 7 :** طبقاً لأحكام المادة 11 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، تتفرع الدراسة من أجل الحصول على شهادة الماستر إلى ميادين تضم فروعاً موزعة على تخصصات.

**المادة 8 :** ينظم التكوين في الطور الثاني في مؤسسات التعليم العالي في سداسيات تتضمن وحدات تعليمية تكتسب وتقيم بنقطة وتقاس بأرصدة ويمكن تحويلها، وتشمل :

- وحدات تعليمية أساسية،
- وحدات تعليمية اكتشافية،
- وحدات تعليمية منهجية،
- وحدات تعليمية عرضية.

يحدد عدد الأرصدة لكل وحدة تعليمية على أساس مجمل العمل البيداغوجي الشامل والمطلوب قصد الحصول على الوحدة المعنية.

تتميز الوحدات التعليمية بتعليم إجباري وتعليم اختياري.

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 500 المؤرخ في 27 ذي القعدة عام 1426 الموافق 29 ديسمبر سنة 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها،

#### يرسم ما يأتي :

**المادة الأولى :** تطبيقاً لأحكام المادتين 16 و 17 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماستر وشهادة الدكتوراه.

### الفصل الأول

#### شهادة الليسانس

#### الفرع الأول

#### نظام الدراسات لنيل شهادة الليسانس

**المادة 2 :** طبقاً لأحكام المادة 8 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، تتفرع الدراسة من أجل الحصول على شهادة الليسانس إلى ميادين تضم فروعاً موزعة على تخصصات، وتشمل مسارات ذات غاية أكاديمية ومسارات ذات غاية مهنية.

**المادة 3 :** ينظم التكوين المقدم للحصول على شهادة الليسانس في سداسيات، تتضمن وحدات تعليمية تكتسب وتقيم بنقطة وتقاس بأرصدة ويمكن تحويلها، وتشمل :

- وحدات تعليمية أساسية،
- وحدات تعليمية اكتشافية،
- وحدات تعليمية منهجية،
- وحدات تعليمية عرضية.

يحدد عدد الأرصدة لكل وحدة تعليمية على أساس العمل البيداغوجي الشامل والمطلوب قصد الحصول على الوحدة المعنية.

تتميز هذه الوحدات التعليمية بتعليم إجباري وتعليم اختياري.



### الفصل الثالث شهادة الدكتوراه

#### الفرع الأول تنظيم التكوين في الدكتوراه

**المادة 15 :** تضمن فرقة التكوين المسؤولة عن الماستر في نفس التخصص تنظيم الدكتوراه. يمكن تنظيم الدكتوراه أيضا في مدارس للدكتوراه.

**المادة 16 :** يمكن تنظيم تكوين معمق في التخصص خلال السنة الأولى، في شكل ندوات ومحاضرات وورشات دكتوراه وأعمال مخبر أو في أية أشكال أخرى للتكوين في البحث.

تحدد كليات هذا التكوين بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 17 :** يقدم الطالب في الدكتوراه، كل سنة، عرضا عن مدى تقدم أشغاله أمام فرقة التكوين للدكتوراه وبحضور المشرف عن الأطروحة.

**المادة 18 :** تحدد كليات التسجيل وإعادة التسجيل في الدكتوراه بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

#### الفرع الثاني تسليم شهادة الدكتوراه

**المادة 19 :** تتوج شهادة الدكتوراه، التكوين في الطور الثالث.

تسلم شهادة الدكتوراه من الوزير المكلف بالتعليم العالي للطلبة الذين ناقشوا أطروحة دكتوراه أو قدموا نتائج أعمالهم العلمية الأصلية والمنشورة في مجلات ذات سمعة علمية معترف بها أمام لجنة من المختصين.

تحدد كليات إعداد ومناقشة الأطروحة وتقديم نتائج الأعمال العلمية بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

#### الفصل الرابع أحكام ختامية

**المادة 20 :** تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 04 - 371 المؤرخ في 8 شوال عام 1425 الموافق 21 نوفمبر سنة 2004 والمتضمن إحداث شهادة ليسانس "نظام جديد".

**المادة 9 :** تتوج الدراسات من أجل الحصول على شهادة الماستر بتحرير مذكرة ومناقشتها أمام لجنة.

تحدد كليات إعداد ومناقشة مذكرة الماستر بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 10 :** ينظم الالتحاق بالطور الثاني الذي تضمنه مؤسسات التعليم العالي، وفق الشروط المحددة في المادة 13 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه.

**المادة 11 :** ينظم الالتحاق بالطور الثاني الذي تضمنه المدارس خارج الجامعة المنصوص عليها في المادتين 38 و40 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، بعد النجاح في مسابقة على أساس الشهادة و/أو على أساس الاختبار، وتفتح للمتشحين الذين تابعوا بنجاح سنتين من التكوين العالي.

#### الفرع الثاني تسليم شهادة الماستر

**المادة 12 :** تتوج شهادة الماستر، التكوين في الطور الثاني الذي تضمنه مؤسسات التعليم العالي، غير المدارس خارج الجامعة، وتسلم من الوزير المكلف بالتعليم العالي للطلبة الذين استوفوا مجمل شروط التمدرس والتدرج البيداغوجي في مسار التكوين المتبع، والذين اكتسبوا مائة وعشرين (120) رصيدا أي بمعدل ثلاثين (30) رصيدا في السداسي.

**المادة 13 :** تتوج شهادة الماستر، التكوين في الطور الثاني الذي تضمنه المدارس خارج الجامعة، وتسلم من الوزير المكلف بالتعليم العالي للطلبة الذين استوفوا مجمل شروط التمدرس والتدرج البيداغوجي في مسار التكوين المتبع، والذين اكتسبوا مائة وثمانين (180) رصيدا أي بمعدل ثلاثين (30) رصيدا في السداسي.

**المادة 14 :** توضح الشهادة المسلمة الميدان والفرع وتخصص التكوين، وتلحق بوثيقة وصفية للمعارف والمؤهلات المكتسبة.

يحدد نموذج الوثيقة الوصفية الملحقة بشهادة الماستر بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 2 :** تعدل أحكام المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة الأولى : تشمل الإدارة المركزية في وزارة التجارة، الموضوعة تحت سلطة الوزير، على ما يأتي :

- **الأمين العام**، ويساعده مديرا (2) دراسات ويلحق به المكتب الوزاري للأمن الداخلي في المؤسسة ومكتب البريد،

- **رئيس الديوان**، ويساعده ثمانية (8) مكلفين بالدراسات والتلخيص، يكلفون بما يأتي :

\* تحضير مشاركة الوزير في النشاطات الحكومية وتنظيمها،

\* تحضير نشاطات الوزير في مجال العلاقات الخارجية وتنظيمها،

\* الاتصال مع الهيئات العمومية،

\* إعداد حصائل النشاطات للوزارة كلها،

\* متابعة العلاقات الاجتماعية والمهنية وتطبيق التشريع المتعلق بالعمل في الشركات والمؤسسات العمومية التابعة للقطاع،

\* تحضير نشاطات الوزير في مجال العلاقات العمومية وتنظيمها،

\* تحضير علاقات الوزير مع أجهزة الإعلام وتنظيمها،

\* تحضير علاقات الوزير مع الجمعيات المختلفة وتنظيمها.

- وأربعة (4) ملحقين بالديوان.

- **المفتشية العامة**، التي يحدد إحداثها وتنظيمها وعملها بمرسوم تنفيذي.

- **الهيكل الآتية :**

- المديرية العامة للتجارة الخارجية،

- المديرية العامة لضبط وتنظيم النشاطات والتقنيين،

- المديرية العامة للرقابة الاقتصادية وقمع الغش،

- مديرية الموارد البشرية والتقنيات الحديثة للإعلام والاتصال،

- مديرية المالية والوسائل العامة".

**المادة 3 :** تعدل وتتم أحكام المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

**المادة 21 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008.

**أحمد أويحيى**



**مرسوم تنفيذي رقم 08 - 266 مؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة التجارة.**

إنّ رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 85 - 4 و 125 ( الفقرة 2 ) منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 07 - 173 المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 4 يونيو سنة 2007 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 - 186 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1429 الموافق 23 يونيو سنة 2008 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 - 188 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1410 الموافق 23 يونيو سنة 1990 الذي يحدد هياكل الإدارة المركزية وأجهزتها في الوزارات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 453 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 الذي يحدد صلاحيات وزير التجارة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة التجارة،

**يرسم ما يأتي :**

**المادة الأولى :** يعدل هذا المرسوم ويتمم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة التجارة.

**" المادة 2 : المديرية العامة للتجارة الخارجية،**

وتكلف بما يأتي :

- اقتراح كل الاستراتيجيات في مجال التجارة الخارجية وترقية الصادرات وضمان متابعة ذلك،
- المبادرة بالأدوات القانونية والتنظيمية المتعلقة بالمبادلات التجارية الخارجية والمشاركة في إعداد ذلك،
- تنشيط النشاطات التجارية الخارجية الثنائية والمتعددة الأطراف وحفزها عبر الهياكل المناسبة،
- تحضير الاتفاقات التجارية الدولية أو المساهمة في إعدادها والتفاوض بشأنها،
- تنشيط الهياكل والفضاءات الوسيطة التي لها مهام في مجال ترقية المبادلات التجارية الخارجية وتوجيه أعمالها،

- ضمان تنفيذ الاتفاقات التجارية الدولية ومتابعتها، لاسيما علاقات الجزائر مع المنظمة العالمية للتجارة،

- تصميم نظام للإعلام حول المبادلات التجارية الخارجية ووضعها.

وتضم أربع (4) مديريات :

**1 - مديرية المبادلات التجارية والتظاهرات**

**الاقتصادية،** وتكلف بما يأتي :

- متابعة الصادرات وترقيتها،
- متابعة عمليات الاستيراد،
- المبادرة بكل التدابير الرامية إلى ترقية الصادرات وتنويعها، واقتراح ذلك،
- تنظيم التنسيق في تنفيذ سياسات دعم الصادرات خارج المحروقات،
- توجيه تنظيم المعارض والمعارض الخاصة للمنتوجات الجزائرية والحث على ذلك،
- إعلام المصالح المعنية الموضوعة لدى الممثلات الدبلوماسية الجزائرية بالخارج في مجال ترقية الصادرات.

و تضم ثلاث (3) مديريات فرعية :

**1 - المديرية الفرعية لمتابعة وترقية الصادرات،**

وتكلف بما يأتي :

- جمع المعطيات القانونية والاقتصادية المتعلقة بالاستراتيجيات الدولية للتصدير وتحليلها،

- متابعة الصادرات وترقيتها،

- اقتراح كل التدابير لتحسين تنافسية الإنتاج الوطني الموجه للتصدير،

- السهر على تنفيذ الإجراءات الرامية إلى تدعيم الصادرات واقتراح كل التدابير لتنسيق و تكييف الاستراتيجية الوطنية للصادرات مع متطلبات السوق الخارجية.

**ب - المديرية الفرعية لمتابعة الواردات،** وتكلف

بما يأتي :

- جمع المعطيات المتعلقة بعمليات الاستيراد وتحليلها،
- متابعة عمليات الاستيراد،
- اقتراح كل التدابير الرامية إلى التحكم في سوق الواردات.

**ج - المديرية الفرعية للتظاهرات الاقتصادية،**

وتكلف بما يأتي :

- المبادرة والتنظيم والمساهمة في تنفيذ كل العمليات المتعلقة بالتوسّع التجاري،
- تشجيع وتحفيز ترقية الصادرات بتنظيم التظاهرات الاقتصادية.

**2 - مديرية العلاقات مع المنظمة العالمية للتجارة،**

وتكلف بما يأتي :

- التحضير والتنشيط في إطار تشاوري لعلاقات الجزائر مع المنظمة العالمية للتجارة،
- تنظيم العلاقات مع المنظمة العالمية للتجارة وتنسيقها ومتابعتها،
- المبادرة بتكييف التشريع والتنظيم التجاريين مع أحكام اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة،
- متابعة تنفيذ اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة وتقييمها،
- المشاركة في أشغال مختلف هيئات المنظمة العالمية للتجارة.

وتضم مديريتين (2) فرعيتين :

**1 - المديرية الفرعية لتجارة البضائع،** وتكلف

بما يأتي :

- السهر على تنفيذ اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة المتصلة بالبضائع ومتابعتها،
- تنظيم الإعداد للعروض التعريفية ومتابعة المفاوضات المرتبطة بها،

- وضع برامج المساعدة التقنية والتعاون مع هذه الهيئات وتسييرها،

- تكوين رصيد وثائقي يتعلق بهذه الهيئات وتسييره تسييرا نشيطا.

#### 4 - مديرية العلاقات التجارية الثنائية، وتكلف

بما يأتي :

- إعداد الاتفاقيات والاتفاقات التجارية الثنائية والتفاوض بشأنها ومتابعة تنفيذها،

- المشاركة في المفاوضات والمساهمة في إعداد اتفاقات التعاون الاقتصادي الشاملة أو القطاعية ومتابعتها،

- تحضير أشغال اللجان المختلطة ما بين الحكومية للتعاون والمشاركة فيها ومتابعة تنفيذ نتائجها وتوصياتها،

- ضمان متابعة الميزان التجاري مع مختلف البلدان وتقييمه واقتراح تدابير التعديل المواتية، عند الاقتضاء،

وتضم ثلاث (3) مديريات فرعية :

#### أ - المديرية الفرعية للعلاقات التجارية مع بلدان أوروبا وأمريكا الشمالية،

#### ب - المديرية الفرعية للعلاقات التجارية مع البلدان العربية والإفريقية،

#### ج - المديرية الفرعية للعلاقات التجارية مع بلدان آسيا وأمريكا اللاتينية.

تكلف هذه المديريات الفرعية الثلاث (3) كل في ميدانها بما يأتي :

- المساهمة في تحضير الاتفاقات التجارية الثنائية والتفاوض بشأنها،

- المشاركة في تنشيط العلاقات التجارية الثنائية وتأطيرها،

- المشاركة في أعمال اللجان المختلطة،

- القيام بتكوين ملفات خاصة بكل بلد وتحيينها،

- إعداد بطاقيات عن المؤسسات، تتصل باستراتيجية إعادة نشر التجارة الخارجية".

#### المادة 4 : تعدل وتتم أحكام المادة 3 من المرسوم

التنفيذي رقم 02 - 454 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

- السهر، حسب الأشكال والاجراءات المعتمدة على التبليغات المتعلقة بالبضائع والناجمة عن اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة،

- التكفل بمعالجة النزاعات.

#### ب - المديرية الفرعية لتجارة الخدمات والملكية الفكرية، وتكلف بما يأتي :

- ضمان تنفيذ اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة المتعلقة بتجارة الخدمات والملكية الفكرية ومتابعة ذلك،

- تقديم العروض بالالتزام في مجال الخدمات والملكية الفكرية ومتابعة المفاوضات المرتبطة بذلك،

- السهر، حسب الأشكال والاجراءات المعتمدة، على التبليغات المتعلقة بالخدمات والملكية الفكرية والناجمة عن اتفاقات المنظمة العالمية للتجارة،

- التكفل بمعالجة النزاعات.

#### 3 - مديرية متابعة الاتفاقات التجارية الجهوية

والتعاون، وتكلف بما يأتي :

- المساهمة في تنفيذ اتفاق الشراكة في منطقة التبادل الحر مع الاتحاد الأوروبي ومتابعة ذلك،

- تحضير الاتفاقات التجارية الجهوية، وتنفيذها ومتابعتها،

- المساهمة في نشاطات المنظمات الجهوية والهيئات الدولية المتخصصة.

وتضم أربع (4) مديريات فرعية :

#### أ - المديرية الفرعية للاتحاد الأوروبي،

#### ب - المديرية الفرعية لاتحاد المغرب العربي،

#### ج - المديرية الفرعية لمنطقة التبادل الحر العربية و للاتحاد الإفريقي.

تكلف هذه المديريات الفرعية الثلاث (3) كل في ميدانها بما يأتي :

- التحضير للمفاوضات حول الاتفاقات التجارية والمشاركة فيها،

- متابعة تنفيذ هذه الاتفاقات وتقييمها دوريا،

- تكوين رصيد وثائقي يتعلق بهذه الاتفاقات وتسييره.

#### د - المديرية الفرعية للتعاون مع الهيئات

المتخصصة، وتكلف بما يأتي :

- ضمان متابعة العلاقات مع الهيئات الدولية المتخصصة،

**" المادة 3 : المديرية العامة لضبط وتنظيم النشاطات والتقنين، وتكلف بما يأتي :**

- إعداد الآليات القانونية للسياسة التجارية وتكييفها وتنسيقها،
- تحليل التنظيمات والاتفاقات التجارية الدولية،
- دراسة النصوص التشريعية والتنظيمية التي تبادر بها مختلف القطاعات،
- السهر على السير التنافسي للأسواق واقتراح كل التدابير ذات الطابع التشريعي أو التنظيمي الرامية إلى تطوير قواعد وشروط منافسة سليمة ونزيهة بين المتعاملين الاقتصاديين،
- تحديد جهاز لمراقبة الأسواق ووضعه،
- اقتراح كل التدابير المتصلة بالضبط الاقتصادي، لاسيما في مجال التسعيرة وتنظيم الأسعار وهوامش الربح،
- المشاركة في تحديد السياسة الوطنية وكذا التنظيمات العامة والنوعية المتعلقة بترقية جودة السلع والخدمات وبحمية المستهلكين، وتنفيذ ذلك،
- المبادرة بكل الدراسات واقتراح كل التدابير ذات الصلة بتحسين شروط تنظيم الأنشطة التجارية والمهن المقتنة وسيرها،
- تنشيط نشاطات المؤسسات التابعة لقطاع التجارة والتي لديها مهام في مجال تنظيم السوق وضبطه وتوجيهها وترقيتها،
- وضع بنك المعطيات ونظام الإعلام الاقتصادي وتسييره.

وتتضمن خمس (5) مديريات :

**1 - مديرية المنافسة، وتكلف بما يأتي :**

- اقتراح الأدوات القانونية المتعلقة بترقية المنافسة في سوق السلع والخدمات،
- دراسة الملفات الواجب عرضها على مجلس المنافسة وتحضيرها وضمان تنفيذ قراراته، ومتابعتها،
- إعداد جهاز لمراقبة الأسواق ووضعه،
- المبادرة بكل الدراسات والأعمال التحسيسية تجاه المتعاملين الاقتصاديين لتطوير وتكريس مبادئ المنافسة وقواعدها،
- متابعة المنازعات المتعلقة بالممارسات المنافية للمنافسة،
- تنسيق المشاركة في أشغال لجان الصفقات العمومية.

و تضم أربع (4) مديريات فرعية،

**أ - المديرية الفرعية لترقية قانون المنافسة،**

وتكلف بما يأتي :

- إنجاز كل الدراسات وترقية كل التدابير الموجهة إلى تعزيز قواعد المنافسة ومبادئها في سير سوق السلع والخدمات،
- اقتراح الأدوات القانونية المتعلقة بتكريس قانون المنافسة.

**ب - المديرية الفرعية لملاحظة الأسواق، وتكلف**

بما يأتي :

- اقتراح جهاز لملاحظة سوق السلع والخدمات ووضعه،
- المشاركة في تحديد الأسعار وهوامش الربح المقتنة.

**ج - المديرية الفرعية لأسواق المنافع العامة،**

وتكلف بما يأتي :

- وضع جهاز لملاحظات سير سوق المنافع العامة،
- المساهمة في سياسة تسعيرة المنافع العامة.

**د - المديرية الفرعية للمنازعات والعلاقات مع**

**مجلس المنافسة، وتكلف بما يأتي :**

- معالجة ملفات المنازعات ذات الصلة بالممارسات المضادة للمنافسة، بالاتصال مع مجلس المنافسة،
- تنفيذ قرارات مجلس المنافسة ومتابعة تطبيقها.

**2 - مديرية الجودة والاستهلاك، وتكلف بما يأتي :**

- اقتراح مشاريع النصوص ذات الطابع التشريعي والتنظيمي وذات البعد العام والخاص والمتعلقة بترقية الجودة وبحمية المستهلكين،
- المساهمة في إرساء حق الاستهلاك،
- المشاركة في كل الدراسات المرتبطة بالمواصفات في مجال الجودة والنظافة الصحية والأمن والمطابقة في جميع مراحل صنع المنتجات وتسويقها،
- اقتراح كل التدابير الرامية إلى إرساء نظام للعلامات التصنيفية وحمية العلامات والتسميات الأصلية،
- التشجيع عبر المبادرات الملائمة، على تطور المراقبة الذاتية للجودة على مستوى المتعاملين الاقتصاديين،

- دراسة كل اقتراحات التدابير ذات الطابع التشريعي والتنظيمي المتعلقة بممارسة المهن المقتنة والنشاطات التجارية وتنظيمها وصياغة هذه الاقتراحات،

- المشاركة مع المنظمات والهيئات المعنية في تحديد القواعد المتعلقة بشروط إنشاء نشاطات تجارية ومهنية وإقامتها وممارستها من طرف الأشخاص الطبيعيين والمعنويين،

- ترقية كل التدابير المتعلقة بتنظيم الوظائف التجارية والأسواق النوعية ذات المنفعة الوطنية أو الجهوية،

- اقتراح كل التدابير أو القواعد المتعلقة بإنشاء غرف التجارة والصناعة وسيرها،

- وضع جهاز لملاحظة الأسعار ومراقبة تدفق المنتوجات الضرورية والاستراتيجية في السوق،

- المشاركة في إعداد السياسة الوطنية للمخزون الأمني وتزويد مناطق الجنوب.

و تضم ثلاث (3) مديريات فرعية :

**أ - المديرية الفرعية لتنظيم النشاطات التجارية والمهن المقتنة،** وتكلف بما يأتي :

- تقييم شروط ممارسة النشاطات التجارية وسير الأسواق النوعية،

- اقتراح كل التدابير ذات الطابع التشريعي أو التنظيمي المتعلقة بتنظيم النشاطات التجارية والمهن المقتنة وتأطيرها وتطويرها،

- تحديد شروط القيد في السجل التجاري ومتابعة تنفيذها،

- إعداد قائمة النشاطات الاقتصادية الخاضعة للقيد في السجل التجاري ومتابعة تطبيقها.

**ب - المديرية الفرعية لمتابعة تموين السوق،** وتكلف بما يأتي :

- مراقبة التدفقات الطبيعية للمنتوجات الضرورية والاستراتيجية،

- ملاحظة أسعار السلع والخدمات الضرورية والاستراتيجية الممارسة في السوق الداخلي،

- متابعة تموين مناطق الجنوب وتنفيذ مقاصد مصاريف النقل المتعلقة بتموين الجنوب،

- المساهمة في تحديد السياسة الوطنية للمخزون الأمني.

- تنشيط عملية تقييس المنتوجات والخدمات وطرق تحاليل الجودة وتشجيعها ومتابعتها،

- ترقية برامج إعلام المهنيين والمستهلكين وتحسيسهم،

- اقتراح كل التدابير فيما يخص تطوير مخابر تحاليل الجودة وقمع الغش.

وتضم أربع (4) مديريات فرعية :

**أ - المديرية الفرعية لتقييس المنتوجات الغذائية،**

**ب - المديرية الفرعية لتقييس المنتوجات الصناعية،**

**ج - المديرية الفرعية لتقييس الخدمات.**

تكلف المديريات الفرعية الثلاث (3) كل في ميدانها، بما يأتي :

- اقتراح التنظيم والتقييس المتعلقين بجودة المنتوجات والخدمات وبحماية المستهلكين ،

- المبادرة بكل الدراسات واقتراح كل النصوص ذات الطابع التشريعي أو التنظيمي المتعلقة بترقية جودة المنتوجات والخدمات وبحماية المستهلك،

- المساهمة في أعمال التقييس داخل اللجان التقنية الوطنية للتقييس،

- المبادرة بكل الدراسات والأعمال الخاصة بالتقييس في مجال الجودة والنظافة الصحية والأمن أو المشاركة في ذلك.

**د - المديرية الفرعية لترقية الجودة وحماية المستهلك،** وتكلف بما يأتي :

- المبادرة بالبرامج والأعمال الإعلامية والتحسيسية والوقائية في مجال الجودة وحماية المستهلك وتنفيذها،

- التشجيع على تطوير مخابر التحاليل والتجارب والمراقبة الذاتية،

- اقتراح كل التدابير المتعلقة بإرساء نظم للعلامات التصنيفية وحماية العلامات والتسميات الأصلية،

- التشجيع على إنشاء جمعيات المستهلكين والمشاركة في تنشيط أعمالها.

**3 - مديرية تنظيم الأسواق والنشاطات التجارية والمهن المقتنة،** وتكلف بما يأتي :

### ج - المديرية الفرعية للتنشيط والعلاقات مع غرف التجارة والصناعة، وتكلف بما يأتي :

- توجيه نشاطات غرف التجارة والصناعة وسيرها، وتنشيط ذلك،

- تنظيم العلاقات بين السلطات العمومية والمهنيين،

- المساهمة في وضع تنظيم ذي صلة بشروط وكيفيات تنظيم التظاهرات الاقتصادية نصف الشهرية والمعارض التجارية وكيفيات ذلك.

### 4 - مديرية الدراسات والاستكشاف والإعلام الاقتصادي، وتكلف بما يأتي :

- إنجاز الدراسات الاقتصادية ذات الصلة بالقطاع التجاري،

- إنشاء بنك للمعطيات وتسييره وإعداد نظام لجمع المعلومات الإحصائية الاقتصادية والتجارية ومعالجتها ونشرها،

- إعداد التقارير والمذكرات حول الظرف الاقتصادي وكل المنشورات ذات الصلة بنشاطات القطاع،

- المساهمة في وضع نظام متداخل للإعلام الاقتصادي.

وتضم مديريتين (2) فرعيتين :

### أ - المديرية الفرعية للدراسات والاستكشاف، وتكلف بما يأتي :

- إنجاز الدراسات العامة أو الخاصة المرتبطة بقطاع التجارة،

- المساهمة في أشغال التخطيط الاستراتيجي والاستكشاف،

- تقييم النشاطات التجارية،

- متابعة تطور الأوضاع الاقتصادية وإعداد المذكرات الدورية وضمن كل المنشورات المتعلقة بنشاطات القطاع.

### ب - المديرية الفرعية للإحصائيات والإعلام الاقتصادي، وتكلف بما يأتي :

- تطوير بنوك للمعطيات الإحصائية والاقتصادية والتجارية،

- نشر المعلومات التجارية،

- المشاركة في تنظيم النظام الوطني للإعلام الاقتصادي وسيره.

### 5 - مديرية التقنين والشؤون القانونية، وتكلف بما يأتي :

- إعداد الآليات القانونية للسياسة التجارية وتكييفها وتنسيقها،

- تحليل التنظيمات المتعلقة بالتجارة الدولية والاتفاقات التجارية الدولية.

وتضم ثلاث (3) مديريات فرعية :

### أ - المديرية الفرعية للتقنين، وتكلف بما يأتي :

- إعداد النصوص التشريعية والتنظيمية ذات الطابع العام والخاص التي تقترحها مختلف الهيئات التابعة للإدارة المركزية،

- تقييم وتكييف الآليات التشريعية والتنظيمية ومراعاة انسجامها.

### ب - المديرية الفرعية للتحصينات التجارية، وتكلف بما يأتي :

- اقتراح وإعداد الآليات المتعلقة بالتحصينات التجارية المتضمنة تدابير محاربة تحطيم الأسعار والتدابير الوقائية والحقوق التعويضية، في إطار اتفاقات التجارة الدولية،

- معالجة المنازعات المتعلقة بالتحصينات التجارية.

### ج - المديرية الفرعية للتحاليل القانونية، وتكلف بما يأتي :

- المساهمة في وضع آليات قانونية متعلقة بالسياسة التجارية،

- تحليل الاتفاقات الدولية للتعاون التجاري."

**المادة 5 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008.

أحمد أويحيى

## مراسيم فردية

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيدة نعيمة بوهلال، زوجة حفصي، بصفتها نائبة مدير للشؤون القانونية بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة - سابقا، لتكليفها بوظيفة أخرى.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير بوزارة السياحة - سابقا.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد نور الدين أحمد سيد، بصفته نائب مدير للتقييس ورقابة الجودة بوزارة السياحة - سابقا، لتكليفه بوظيفة أخرى.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مدير التربية في ولاية جيجل.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى، ابتداء من أول مارس سنة 2008، مهام السيد بشير وشن، بصفته مديرا للتربية في ولاية جيجل.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام نائبة مدير بوزارة الاتصال والثقافة - سابقا.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيدة زهية جودي، زوجة بن الشيخ الحسين، بصفتها نائبة مدير للعلاقات مع الجمعيات الثقافية بوزارة الاتصال والثقافة - سابقا، لتكليفها بوظيفة أخرى.

مرسوم رئاسي مؤرخ في أول شعبان عام 1429 الموافق 3 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام رئيس أركان الناحية العسكرية السادسة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في أول شعبان عام 1429 الموافق 3 غشت سنة 2008 تنهى، ابتداء من أول غشت سنة 2008، مهام العميد وليد صلعة، بصفته رئيسا لأركان الناحية العسكرية السادسة.



مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان إنهاء مهام مديرين للري في الولايات.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيدين الآتي اسماهما بصفتهم مديري للري في الولايتين الآتيتين، لتكليفهما بوظيفتين أخريين :

- رشيد جودي، في ولاية الأغواط،
- مراد هامل، في ولاية تبسة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد محمد الشريف بوعيد الله، بصفته مديرا للري في ولاية عين تيموشنت، لإحالة على التقاعد.



مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان إنهاء مهام نائب مدير بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة - سابقا.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد بلقاسم قاتر، بصفته نائب مدير للموارد البشرية بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة - سابقا، لتكليفه بوظيفة أخرى.



مارس سنة 2008، مهام السيدة راضية شريف حوجة، بصفتها مفتشة بوزارة التكوين والتعليم المهنيين، بسبب الوفاة.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرين لأملك الدولة في الولايات.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السادة الآتية أسماءهم مديرين لأملك الدولة في الولايات الآتية :

- عز الدين موسار، في ولاية الشلف،
- حفيظ خير الدين، في ولاية بسكرة،
- لخميسي بواوي، في ولاية البيض،
- محمد الصالح غشير، في ولاية غرداية.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرين للحفظ العقاري في الولايات.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السادة الآتية أسماءهم مديرين للحفظ العقاري في الولايات الآتية :

- حكيم طشوش، في ولاية الأغواط،
- بومدين ونداجي، في ولاية سعيدة،
- بلقاسم حصباية، في ولاية تيسمسيلت.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الشباك الوحيد غير المركزي للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار في ولاية بجاية.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد عبد الكريم عوام، مديرا للشباك الوحيد غير المركزي للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار في ولاية بجاية.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مدير المركز الوطني للمخطوطات.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد مهدي تيطافي، بصفته مديرا للمركز الوطني للمخطوطات.



**مراسيم رئاسية مؤرخة في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، تتضمن إنهاء مهام عمداء كليات بالجامعات.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد قوال مقني، بصفته عميدا لكلية الطب بجامعة تلمسان.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد محمد مجاهد، بصفته عميدا لكلية العلوم وعلوم الهندسة بجامعة تيارت، بناء على طلبه.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد أحمد تيسه، بصفته عميدا لكلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير بجامعة تيزي وزو، بناء على طلبه.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام المدير العام لديوان الترقية والتسيير العقاري في ولاية المديية.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى مهام السيد محفوظ رضواني، بصفته مديرا عاما لديوان الترقية والتسيير العقاري في ولاية المديية، لتكليفه بوظيفة أخرى.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن إنهاء مهام مفتشة بوزارة التكوين والتعليم المهنيين.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تنهى، ابتداء من 13

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرة تقييم الدراسات البيئية في المديرية العامة للبيئة والتنمية المستدامة بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تعين السيدة نعيمة بوهلال، زوجة حفصي، مديرة لتقييم الدراسات البيئية في المديرية العامة للبيئة والتنمية المستدامة بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرة تطوير الفنون وترقيتها بوزارة الثقافة.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تعين السيدة زهية جودي، زوجة بن الشيخ الحسين، مديرة لتطوير الفنون وترقيتها بوزارة الثقافة.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الثقافة في ولاية سطيف.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد محمد زتيلي، مديرا للثقافة في ولاية سطيف.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين المدير العام لديوان الترقية والتسيير العقاري لولاية برج بوعريريج.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد محفوظ رضواني، مديرا عاما لديوان الترقية والتسيير العقاري لولاية برج بوعريريج.

**مرسومان رئاسيان مؤرخان في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمنان تعيين مديرين للمناجم والصناعة في ولايتين.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد عدنان رضا أمير، مديرا للمناجم والصناعة في ولاية البويرة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 تعين الأنسة فريدة بن سالمة، مديرة للمناجم والصناعة في ولاية المدية.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مديرين للري في ولايتين.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيدان الآتي اسماهما مديرين للري في الولايتين الآتيتين :  
- رشيد جودي، في ولاية تبسة،  
- مراد هامل، في ولاية عين تيموشنت.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين مدير الموارد البشرية والتكوين بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد بلقاسم قاتر، مديرا للموارد البشرية والتكوين بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008، يتضمن تعيين نائب مدير بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 30 رجب عام 1429 الموافق 2 غشت سنة 2008 يعين السيد نور الدين أحمد سيد، نائب مدير لمخطط جودة السياحة والحمامات المعدنية بوزارة التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة.

# قرارات، مقررات، آراء

## وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

قرار مؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1429 الموافق 18 يونيو سنة 2008، يحدد دفتر شروط تسليم رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي.

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

– بمقتضى الأمر رقم 66 – 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى الأمر رقم 75 – 58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون المدني، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى الأمر رقم 75 – 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القانون رقم 99 – 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 – 260 المؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1415 الموافق 27 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

**يقرر ما يأتي :**

**المادة الأولى :** تطبيقاً لأحكام المادة 43 مكرر 1 من القانون رقم 99 – 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يهدف هذا القرار إلى تحديد شروط تسليم رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي.

**المادة 2 :** يلحق دفتر الشروط المذكور في المادة الأولى أعلاه بهذا القرار.

**المادة 3 :** ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 14 جمادى الثانية عام 1429 الموافق 18 يونيو سنة 2008.

**رشيد حراوبية**

## الملحق

دفتر شروط تسليم رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي وتنظيمها وسيرها

## الفصل الأول

### أحكام عامة

**المادة الأولى :** يهدف دفتر الشروط هذا إلى تحديد الشروط والقواعد المنظمة لسير المؤسسة الخاصة للتكوين العالي.

**المادة 2 :** علاوة على الأحكام الواردة في المادة 43 مكرر 1 من القانون رقم 99 – 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يخضع إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي وفتحها واستغلالها إلى الشروط المحددة في دفتر الشروط هذا.

## الفصل الثاني

### إجراءات وشروط منح الرخصة

**المادة 3 :** إضافة إلى الشروط الواردة في المادة 43 مكرر 1 من القانون رقم 99 – 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يجب أن يحتوي طلب ملف فتح مؤسسة خاصة للتكوين العالي على الوثائق والمعلومات الآتية :

– دفتر الشروط هذا موقع ومؤشر عليه من طرف مسؤول المؤسسة الخاصة،

– نسخة مصادق عليها من القانون الأساسي للمؤسسة،

– مقر المؤسسة و مكان إجراء التكوين،

– السيرة الذاتية للمسؤول البيداغوجي للمؤسسة،

– فرع أو فروع التكوين المزمع فتحها،

– إمكانيات التأطير البيداغوجي والإداري،

– العدد المتوقع للطلبة،

– شهادة الجنسية الجزائرية لمدير المؤسسة،

– مستخرج من صحيفة السوابق القضائية لمدير المؤسسة.

يجب على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي إعلام الطلبة بالنظام الداخلي للمؤسسة أثناء التسجيل وإصاقه في أماكن يمكن الإطلاع عليه.

**المادة 10 :** ينبغي أن تتوفر المؤسسة الخاصة للتكوين العالي على مجلس إدارة ومجلس علمي.

**المادة 11 :** يتشكل المجلس العلمي، في ثلثيه (3/2) على الأقل، من مدرسين متعاقدين دائمين حائزين على شهادة تؤهلهم على الأقل لرتبة أستاذ مساعد في التعليم العالي.

يعين الوزير المكلف بالتعليم العالي مدرسا يعمل في مؤسسة عمومية للتعليم العالي لحضور الجلسات وتمثيله في المجلس العلمي.

**المادة 12 :** يجب على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تشمل في نظامها الداخلي، إضافة إلى الهيكل الإداري ما يأتي:

- هيكلًا بيداغوجيًا يكلف بتنظيم الدراسات والامتحانات والتربصات ،  
- مصلحة لشؤون الطلبة.

**المادة 13 :** تخضع المؤسسة الخاصة للتكوين العالي لإدارة الفعلية والدائمة لمسؤول بيداغوجي تتوفر فيه الشروط الآتية:

- أن يتمتع بالجنسية الجزائرية ،  
- أن يكون حاصلًا على شهادة الدكتوراه ، أو شهادة تؤهله على الأقل لرتبة أستاذ مساعد في التعليم العالي ،

- أن يثبت تجربة مهنية لا تقل عن خمس (5) سنوات في نشاطات التكوين العالي،  
- أن لا يكون قد تعرض لعقوبة تأديبية بسبب سلوك مخالف للأخلاق المهنية ،  
- أن يكون متمتعًا بالحقوق المدنية .

يجب أن ترفق الوثائق الثبوتية لهذه الشروط بملف الفتح .

يخضع تعيين المسؤول البيداغوجي للموافقة المسبقة للوزير المكلف بالتعليم العالي .

في حالة تغيير المسؤول البيداغوجي للمؤسسة الخاصة يجب تبليغ الوزير المكلف بالتعليم العالي في أجل لا يتعدى الأسبوع الموالي.

**المادة 14 :** في حالة شغور منصب المسؤول البيداغوجي يتولى هذه المهمة بصفة مؤقتة ، أحد أساتذة هيئة التدريس التابعة للمؤسسة الخاصة، أو أي

**المادة 4 :** يتعين على الشخص المؤهل لتمثيل المؤسسة ، إثبات رأس مال الشركة الذي ينبغي أن يساوي على الأقل رأسمال الشركة الذي يقتضيه التشريع المعمول به لإنشاء شركة أسهم.

**المادة 5 :** ينبغي على الشخص المؤهل لتمثيل المؤسسة ، أن يثبت في بداية كل سنة جامعية، لدى الوزارة المكلفة بالتعليم العالي، اكتتابه لكفالة بنكية تسمح بسد النفقات المترتبة عن حالات الغلق المنصوص عليها في المادة 43 مكرر 12 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم.

**المادة 6 :** تتم مراقبة مطابقة ملف الفتح أثناء إيداعه من طرف المصالح المعنية لإدارة المركزية للوزير المكلف بالتعليم العالي.

وبعد المراقبة، يسلم وصل إيداع ملف الفتح.

**المادة 7 :** يتم الفصل في طلب منح رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي خلال الشهرين (2) المواليين لتاريخ تسليم وصل إيداع الملف.

يتضمن فحص ملف الفتح مراقبة مطابقة محتواه مع الشروط المنصوص عليها في القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، وأحكام دفتر الشروط هذا. وكذا المراقبة الميدانية في عين المكان.

يؤدي كل تحفظ أو طلب معلومات إضافية ، إلى تأجيل البت في طلب الحصول على الرخصة دون أن تتجاوز الفترة الإجمالية الأربعة (4) أشهر .

**المادة 8 :** في حالة رفض ملف الفتح، يعلل هذا الرفض ويبلغ كتابيا للشخص المؤهل لتمثيل المؤسسة.

يمكن هذا الأخير، إيداع طعن لدى الوزير المكلف بالتعليم العالي في أجل شهر واحد (1) ابتداء من تاريخ تبليغ الرفض. ويتم الفصل في هذا الطعن خلال الشهر الموالي لإيداعه.

### الفصل الثالث

#### تنظيم المؤسسة الخاصة للتكوين العالي

**المادة 9 :** ينبغي على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تعد نظامها الداخلي وتعرضه على الوزير المكلف بالتعليم العالي للمصادقة عليه.

بشكل خاص تحديد رزنامة الدروس الخاصة بكل شهادة، وتاريخ انطلاق و إنهاء الدروس، و تاريخ الامتحانات والمداولات بناء على اقتراح من مجلسها العلمي.

و يجب أن يبلغ نظام التسيير البيداغوجي و رزنامة التعليم ، للوزير المكلف بالتعليم العالي والطلبة والموظفين عند بداية كل سنة جامعية.

**المادة 18 :** تنظم و تسيير المداولات من طرف لجنة الامتحانات. يرأس هذه اللجنة مدرس مثبت برتبة أستاذ يعينه الوزير المكلف بالتعليم العالي .

**المادة 19 :** يتعين على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تشرح في نظامها الداخلي، مختلف المخالفات والغش في الامتحان، وكذا العقوبات المنجزة عنها والإجراءات التي تتخذ حيال الغيابات أو حالات اللانضباط الملاحظة والمثبتة.

### الفصل الخامس

#### مستخدمو التدريس

**المادة 20 :** ينبغي أن تبرر المؤسسة الخاصة للتكوين العالي وجود مستخدمين مدرسين لضمان التأطير البيداغوجي للتكوين العالي المقترح والذي يكون مستوى التدريس فيه مساويا على الأقل لمستوى التعليم المضمن في المؤسسات العمومية للتكوين العالي .

**المادة 21 :** ينبغي أن تتوفر المؤسسة الخاصة للتكوين العالي على مستخدمي تدريس يضمنون نسبة تأطير يساوي على الأقل :

- مدرس لـ 25 طالبا في تخصصات العلوم الدقيقة و التكنولوجيا،

- مدرس لـ 30 طالبا في تخصصات العلوم الإنسانية و الاجتماعية.

**المادة 22 :** يجب أن يشمل عدد مستخدمي التدريس المذكور في المادة 20 أعلاه، نسبة من المدرسين المتعاقدين بصفة دائمة تبلغ حدود الخمسين بالمائة (50%) كحد أدنى من المجموع العام.

و يلزم المدرسون المتعاقدون بصفة دائمة بضمان نصف مقدار التعليم المبرمج، كحد أدنى، في كل مسار تكوين يتوج بشهادة تحصلت فيها المؤسسة الخاصة للتكوين العالي على رخصة من قبل الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 23 :** يسهر مدير المؤسسة الخاصة للتكوين العالي على أن يحترم المستخدمون والطلبة أخلاقيات

شخص تتوفر فيه الشروط المذكورة في المادة 13 أعلاه، باستثناء الشرط المتعلق بالأقدمية في ممارسة نشاطات التكوين العالي .

يجب ألا تتعدى مدة شغور منصب المسؤول البيداغوجي عشرة (10) أيام.

ينبغي ألا تتعدى مدة شغل هذه المهمة بصفة مؤقتة ثلاثة (3) أشهر ابتداء من تاريخ شغور منصب المسؤول البيداغوجي .

### الفصل الرابع

#### التعليم

#### القسم الأول

#### التعليم المضمن

**المادة 15 :** يجب أن تكون كل شهادة ممنوحة من قبل مؤسسة خاصة للتكوين العالي تتوجبا لتعليم ولنظام دراسات يتطابق مع أحكام المادة 16 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم.

**المادة 16 :** طبقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 43 مكرر 6 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يتعين على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تقدم إلى وزارة التعليم العالي للمصادقة ما يأتي:

- برامج ومحتويات التعليم، ومناهج التكوين وكذا نظام الدراسات،

- شكل التعليم المقدم بالنسبة لكل وحدة تعليمية أو (دروس نظرية وأعمال موجهة وأعمال تطبيقية وتربصات في وسط مهني ...) و طبيعة الوحدات التعليمية أو (أساسية أو اختيارية أو أفقية...) ومدتها ومعاملاتها و نمط تقييمها،

- التأطير البيداغوجي.

بالنسبة لكل تخصص سواء كان مضمونا أو غير مضمون من قبل المؤسسات العمومية للتعليم العالي.

ينبغي تبليغ هذه المعلومات للطلبة عند بداية كل سنة جامعية.

### القسم الثاني

#### التسيير البيداغوجي ومراقبة المعارف

**المادة 17 :** تحدد المؤسسة الخاصة للتكوين العالي جهاز التسيير البيداغوجي للتعليم . ويتعين عليها

المؤسسات الخاصة للتكوين العالي للمترشحين الحاصلين على شهادة التعليم الثانوي أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها.

يخضع هذا التسجيل إلى الشروط البيداغوجية المحددة في المنشور المتعلق بالتسجيل الأولي لحملة شهادة البكالوريا الجدد وتوجيههم بعنوان كل سنة جامعية .

**المادة 29 :** طبقا للمادتين 12 و 43 مكرر 7 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يفتح الالتحاق بالطور الثاني في المؤسسات الخاصة للتكوين العالي، للمترشحين الحاصلين على شهادة ليسانس أو شهادات أجنبية معترف بمعادلتها وذلك حسب قدرة الاستيعاب وإمكانيات التأطير .

**المادة 30 :** تلزم المؤسسة الخاصة للتكوين العالي، بإبرام عقد تكوين مع الطالب، تحدد فيه حقوق وواجبات الطرفين، وفق النموذج المرفق بدفتر الشروط هذا، لاسيما :

- مكان ومدة التكوين وتاريخ انطلاق التكوين،
- الشهادة المتوجهة للتكوين،
- مجمل مسار التكوين وعدد الساعات الإجمالي، إضافة إلى عدد ساعات لكل تعليم نظري وتطبيقي،
- تكلفة التكوين ، وكيفيات التسديد،
- الإشارة إلى احترام النظام الداخلي من قبل الطرفين المتعاقدين.

**المادة 31 :** يتعين على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي، مسك سجل يبين فيه حالة تسجيلات الطلبة لكل تكوين مضمون .

ينبغي أن يكون السجل مؤشرا وموقعا عليه من قبل المصالح المؤهلة بالوزارة المكلفة بالتعليم العالي.

يكون السجل مرجعا لإثبات التسجيل في الدراسات و الامتحانات، ويجب أن يوضع تحت تصرف الوزارة المكلفة بالتعليم العالي.

**المادة 32 :** ينبغي على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تسلّم لكل طالب مسجل بصورة منتظمة بطاقة الطالب وشهادة تسجيل.

وقواعد المهنة الجامعية كما هو منصوص عليه في القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، والنصوص المتخذة لتطبيقه.

**المادة 24 :** لا يسمح لكل مدرس قد تم تسريحه، بناء على قرار مؤسس، بسبب تصرف خطير مخالف لأخلاقيات المهنة الجامعية، من مؤسسة عمومية أو خاصة للتعليم والتكوين العالين، أن يمارس مهامه في مؤسسة خاصة للتكوين العالي. و ينطبق هذا المنع أيضا على الأشخاص المحرومين من حقوقهم المدنية.

## الفصل السادس

### محلات التكوين العالي وملحقاتها

**المادة 25 :** يجب أن تتلاءم المحلات المخصصة للتكوين العالي مع مهام التعليم وضمان احترام شروط النظافة و الصحة و الأمن طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية المعمول بها.

تخضع المؤسسات الخاصة للتكوين العالي، لنفس الواجبات المطبقة على المؤسسات العمومية للتعليم العالي.

**المادة 26 :** يجب أن تكون المحلات المخصصة لاستقبال التجهيزات البيداغوجية مطابقة لتلك المطلوبة في المؤسسات العمومية للتعليم العالي.

تحدد الخصوصيات التقنية ومساحات هذه المحلات طبقا للجدول الملحق في دفتر الشروط هذا.

**المادة 27 :** يجب أن تتوفر مؤسسة التكوين العالي الخاصة على ما يأتي:

- مكتبة مزودة برصيد وثائقي كاف ، تضم قاعة للمطالعة تتلاءم مساحتها مع عدد الطلبة المسجلين ،
- مركز للإعلام الآلي، وقاعة إنترنت مجهزة بوسائل الإعلام الآلي بكمية كافية وذات نوعية تستجيب لنمط التكوين و أعمال الطلبة،
- مخبر للغات.

## الفصل السابع

### كيفية التسجيل

**المادة 28 :** طبقا للمادة 9 من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، يفتح التسجيل في الطور الأول في

**المادة 35 :** يتعين على المؤسسة الخاصة للتكوين العالي أن تعلم الوزير المكلف بالتعليم العالي بكل مشروع تعاون مع الهيئات والمؤسسات الأجنبية.

### الملحق

#### المقاييس الدنيا الوظيفية المتعلقة بمساحات محلات التكوين العالي (الطوران الأول والثاني)

##### 1 . مقاييس المساحات :

تعرف المقاييس المستعملة والمتعلقة بمساحات المحلات البيداغوجية كما يأتي : مساحة وحدوية قدرها 1م<sup>2</sup> لكل طالب بالنسبة للمدرجات و 1,5م<sup>2</sup> لكل طالب بالنسبة لقاعات الدراسة والأعمال الموجهة، و 2,5م<sup>2</sup> لكل طالب بالنسبة للقاعات التطبيقية وقاعات الإعلام الآلي المتعددة الوسائط و 2م<sup>2</sup> لكل طالب بالنسبة لقاعات المطالعة. أما بالنسبة لمساحات المرور والتنقل العمودية والأفقية ودورات المياه يضاف ما مقداره 40 % لأخذ هذه المساحات بعين الاعتبار .

### الفصل الثامن

#### مراقبة المؤسسات الخاصة للتكوين العالي

**المادة 33 :** تخضع المؤسسات الخاصة للتكوين العالي إلى المراقبة الإدارية والبيداغوجية والمتابعة والتقييم لمصالح الوزير المكلف بالتعليم العالي.

تمس المراقبة والمتابعة والتقييم مدى احترام الشروط المحددة في القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، والنصوص المتخذة لتطبيقه ومحتوى دفتر الشروط هذا.

**المادة 34 :** في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، والنصوص المتخذة لتطبيقه وأحكام دفتر الشروط هذا، يمكن الوزير المكلف بالتعليم العالي اتخاذ قرار سحب الرخصة.

الملاحظات	المساحة الوحودية بما فيها مساحات المرور (م <sup>2</sup> /طالب)	مساحات المرور ودورات المياه (م <sup>2</sup> /طالب)	المساحة الوحودية (م <sup>2</sup> /طالب)	المحلات
-----------	--	--	---	---------

#### فضاءات التدريس

دروس وحصص الأعمال الموجهة	2م 2,10	2م 0,60	2م 1,50	قاعات التدريس والأعمال الموجهة
محاضرات	2م 1,40	2م 0,40	2م 1,00	المدرجات
حصص الأعمال التطبيقية والتجريبية	2م 3,50	2م 1,00	2م 2,50	المخابر وقاعات الأعمال التطبيقية
أعمال تطبيقية في الإعلام الآلي واللغات والمتعددة الوسائط	2م 3,50	2م 1,00	2م 2,50	قاعات الإعلام الآلي والمتعددة الوسائط
أعمال تطبيقية في الرسم الصناعي والهندسة المعمارية والجغرافيا وعلم الخرائط،...	2م 4,20	2م 1,20	2م 3,00	قاعات الرسم وورشات الهندسة المعمارية

أعمال تطبيقية في الميكانيك والهندسة المدنية والمواد،...	2م 7,00	2م 2,00	2م 5,00	بهورتكنولوجيا
محاضرات	2م 2,10	2م 0,60	2م 1,50	قاعة المحاضرات أو قاعات الاستماع

### محلات الدمم البيداغوجي والإداري

	2م 2,80	2م 0,80	2م 2,00	قاعات المطالعة وتصفح المجلات
			2م 4,50 لكل 1000 كتاب	قاعة تخزين الكتب
	2م 2,80 لكل طالب	2م 0,80	2م 2,00 لكل طالب	قاعات الأنترنت
	2م 12 إلى 2م 16		2م 12 إلى 2م 16	مكاتب إدارية
	2م 6,00 لكل أستاذ		2م 6,00 لكل أستاذ	مكاتب للأساتذة

### 2 . الشروط المتعلقة بالإنجاز :

يجب عند إنجاز المحلات مراعاة الشروط الآتية :

- مطابقة المقاييس التقنية (من طرف هيآت المراقبة التقنية للبناء) والمقاييس المتعلقة بالأمن (من طرف المصالح المختصة للحماية المدنية) بالنسبة للمنشآت الموجودة.

- المطابقة مع شروط وكيفيات الإنجاز التي تنص عليها التنظيمات المعمول بها (رخصة البناء، شهادة المطابقة،...) بالنسبة للمنشآت المراد إنجازها.

- يجب أن تضم برامج إنجاز المنشآت البيداغوجية أو غيرها الفضاءات الخاصة والملائمة للتخصص المراد فتحه.



## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة التعليم العالي و البحث العلمي

## استمارة طلب رخصة

## طلب رخصة لإحداث مؤسسة خاصة للتكوين العالي

المرجع : القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم.

تاريخ الإيداع.....

وصل رقم :.....مؤرخ في.....

## تكوين الملف

## طلب الرخصة

### 1 - الوثائق المتعلقة بالمؤسس :

دفتر الشروط و استمارة طلب الرخصة مؤرخان و موقع عليهما من طرف المؤسس.

### بالنسبة للأشخاص الطبيعيين :

- مستخرج من عقد الازدياد،
- شهادة الجنسية الجزائرية.

### بالنسبة للأشخاص المعنويين :

- شهادة الجنسية للمسؤول المخول له كل حقوق تمثيل الشخص المعنوي،
- نسخة من القانون الأساسي للمؤسسة.

### 2 - الوثائق المتعلقة بمدير المؤسسة :

- مستخرج من عقد الازدياد،
- شهادة الجنسية الجزائرية،
- مستخرج من صحيفة السوابق القضائية،
- النسخ المصادق عليها و المطابقة لشهادات التعليم والتكوين العالين،
- النسخ المصادق عليها و المطابقة لشهادات العمل.

## بطاقة تعريف

### (1) المؤسس :

#### 1 - 1 - بالنسبة للشخص الطبيعي :

- الاسم :.....اللقب :.....
- تاريخ و مكان الازدياد :.....
- الجنسية : .....
- العنوان الشخصي :.....
- الهاتف :.....
- البريد الالكتروني :.....

#### 1 - 2 - بالنسبة للشخص المعنوي :

- عنوان المؤسسة.....
- اسم و لقب المسؤول المخول له كل الحقوق لتمثيل الشخص المعنوي .....
- تاريخ ومكان الازدياد :.....
- الوظيفة : ( متدخل بصفة ) :.....
- العنوان الشخصي :.....
- الهاتف :.....
- تليكس أو فاكس :.....
- البريد الإلكتروني :.....

#### 2 - المدير البيداغوجي للمؤسسة :

- الاسم و اللقب :.....
- تاريخ ومكان الازدياد :.....
- الجنسية : .....
- الوضعية العائلية :.....
- العنوان الشخصي :.....
- الهاتف :.....
- البريد الإلكتروني :.....

#### شهادات التعليم العالي المتحصل عليها :

( ذكر المؤسسات والمدة وسنوات التخرج والتخصص )

- 
- 
- 

#### التجربة المهنية : ( تحديد الهيئات المستخدمة والمناصب المشغولة والمدة )

- 
- 
-

## تعريف المؤسسة

## 1 - التسمية :

.....  
 .....  
 .....

## 2 - مكان وجود المؤسسة المنشأة أو التي هي في طور الإنجاز (العنوان الصحيح)

شارع : ..... رقم : .....  
 البلدية : ..... الدائرة : .....  
 الولاية : ..... الرمز البريدي : .....  
 الهاتف : ..... التلكس : ..... الفاكس : .....

## 3 - النظام القانوني للمحلات :

- مستأجر : /-----/

- ملكية خاصة : /-----/

## 4 - أوقات العمل المقررة :

الصباح من : ..... إلى : .....

المساء من : ..... إلى : .....

أذكر إن كان العمل يتم بتوقييت جزئي.

وصف المحلات  
(المؤسسة وملحقاتها)

1 - المباني الإدارية :

أذكر العدد والمساحات المتتالية :

الرقم	الاستعمال	المساحة
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
المجموع		

2 - المحلات البيداغوجية :

الرقم	الطبيعة	العدد	المساحة	الملاحظة
1	ورشة			
2	قاعة الدراسة			
3	مخبر			
4	مدرج			
5	مكتبة			
6	غيره			
المجموع				

المصالح المشتركة :

النادي : .....

العيادة : .....

غيره : .....

## مستخدمو التآطير

## 1 - المستخدمون الإداريون :

الرقم	العدد	التأهيل	المنصب المشغول	الملاحظة
1				
2				
3				
4				
5				
المجموع				

## 2 - التآطير البيداغوجي :

الرقم	الشهادة	الرتبة	المواد المدرسة	بصفة		
				مؤقت	مشارك	دائم
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
المجموع						

## الوسائل البيداغوجية والتعليمية

التخصص المعني	الحالة		المميزات التقنية الأساسية	العدد	تحديد التجهيزات
	جديد	مستعمل			

## التكوين المضمون

الرقم	الفرع	شروط الالتحاق	مدة التكوين	عدد الطلبة المتوقع
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
				المجموع

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

## نموذج مقعد التكوين العالي

تم إبرام عقد تكوين عال طبقا للمادة 43 مكرر 6 (الفقرة 3) من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم.

عنوان المؤسسة أو تسميتها: .....

عنوان مؤسسة التكوين العالي: .....

.....

رقم وتاريخ قرار تسليم الرخصة: .....



## مقد التكوين العالي

( المادة 43 مكرر 6 (الفقرة 3) من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم).

### بين المضمين أسفله :

1 - مؤسسة التكوين العالي.....

2 - اسم ولقب وعنوان المتعاقد المدعو فيما يأتي بالطالب .....

يبرم عقد التكوين العالي هذا طبقا للمادة 43 مكرر 6 (الفقرة 3) من القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم.

### المادة الأولى : الهدف

تنفيذا لهذا العقد، تلتزم مؤسسة التكوين العالي بتنظيم نشاط التكوين العالي المسمى :

.....

### المادة 2 : طبيعة وخصوصيات نشاطات التكوين العالي

تهدف إلى التكوين في : .....

- يبين البرنامج البيداغوجي لهذا التكوين العالي في الملحق المرفق بهذا العقد.

- تحدد مدة التكوين ب : .....

- عند نهاية التكوين، تسلم شهادة إلى الطالب.

### المادة 3 : شروط الالتحاق بالتكوين العالي.....

.....

### المادة 4 : تنظيم التكوين

- ينظم هذا التكوين العالي لفائدة عدد يقدر ب.....طالب.

- مسار التكوين، عدد الساعات الإجمالي، عدد الساعات لكل تكوين نظري وتطبيقي وعدد ساعات التربص التطبيقي.

تتمثل الشروط العامة التي يقدم ضمنها التكوين العالي ، لاسيما الوسائل البيداغوجية والتعليمية، وكيفية مراقبة المعلومات ، وشروط مساهمة الطالب المتعاقد في الامتحانات قصد الحصول على الشهادة، فيما يأتي :

.....

### المادة 5 : مهلة الانسحاب

يكون لدى الطالب مهلة قدرها 15 يوما للانسحاب ابتداء من تاريخ إمضاء هذا العقد.

في هذه الحالة يبلغ الطالب مؤسسة التكوين بذلك عن طريق رسالة موصى عليها مرفقة بوصول استلام.

وفي هذه الحالة لا يلزم الطالب بدفع أي مبلغ.

